

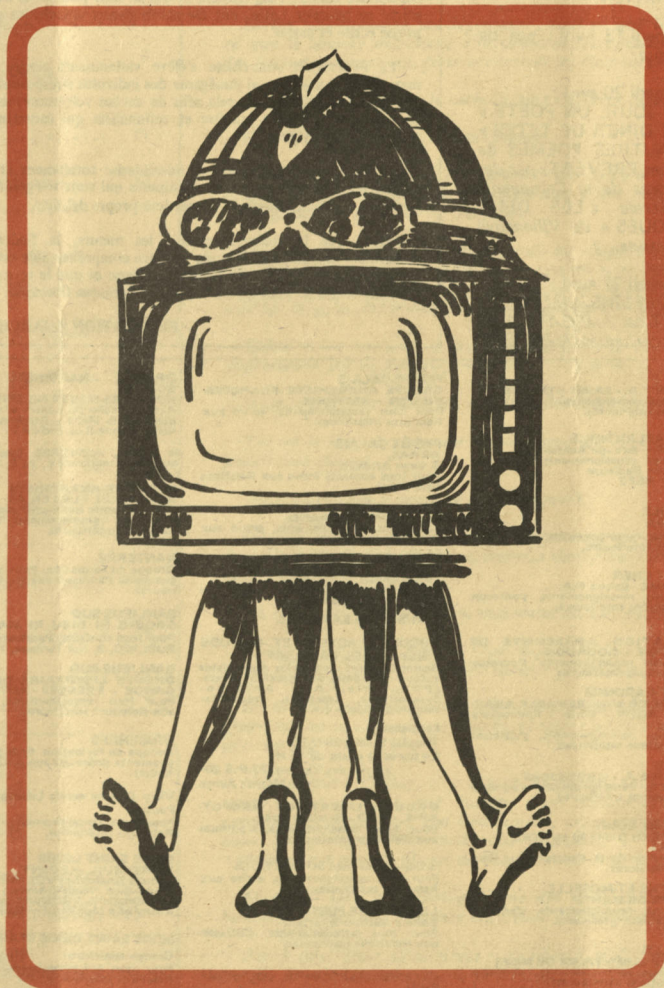
LE
MONDE

libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 200 - AVRIL 1974 - Prix 3 F.

avortement et contraception libres



**pas
de lois régissant
notre sexualité**

Fo P 2520

GRUPE LIBERTAIRE LOUISE MICHEL

Cours de formation anarchiste

tous les Jedis soir à 20 h 30 précises
10, rue Robert Planquette, Paris 18^e
Métro : Blanche ou Abbesses.

— Le mois dernier, Angel Pino et Floréal Melgar nous ont montré deux aspects différents de prise de pouvoir marxiste : d'abord en U.R.S.S. puis en Chine.

— Ce mois-ci, nous étudierons un autre aspect de la révolution : l'Espagne de 36. Notre camarade Malsant, dans un premier cours, nous montrera cette Espagne de 36 avec toute sa tradition révolutionnaire et l'effort de ce mouvement ouvrier qui aboutit à la fondation de la C.N.T. Nous étudierons une révolution qui a bouleversé tout le mouvement ouvrier contemporain.

— Ce cours terminera notre série de cette année.

— Nous nous excusons de ne pas pouvoir assurer ce mois-ci le cours d'orateur prévu pour le 11 avril. Ce jeudi-là, en effet, aura lieu dans la salle Cortot le gala annuel du « Monde Libertaire ». Le cours d'orateur animé par Maurice Laisant sera donc repoussé au jeudi 18 avril.

18 avril :

— cours d'orateur animé par Maurice Laisant.

25 avril :

- L'Espagne
- La tradition révolutionnaire espagnole ;
- formation du mouvement ouvrier, lutte entre le réformisme et la pensée libertaire ;
- fondation de la C.N.T., par P. Malsant.

2 mai :

- L'Espagne
- le développement de l'anarchisme ;
- le front populaire et la guerre ;
- le développement des collectifs, par P. Malsant.

COLLOQUES-DEBATS

le Samedi après-midi à 17 h,
au local du groupe Louise Michel
10, rue Robert Planquette
PARIS 18^{ème}
Métro : Blanche ou Abbesses

— SAMEDI 6 avril :
LA PSYCHOLOGIE,
POUR QUOI FAIRE ? par
Joël PISTIEN.

— Samedi 13 Avril : pas de colloque.

— Samedi 20 avril :
« UN JOUR, UN POETE »
(« LE DINER DE TETES »
ET AUTRES POEMES de
Jacques PREVERT) par des
membres de la Compagnie
Théâtrale « LES DEUX
MASQUES » de Villeneuve
-la-Garenne.

— Samedi 27 avril :
LE DEPERISSEMENT DE
L'ART par Joël GAYRAUD
et Luc-Hugues MERCIER.

A la suite d'une assemblée commune, les groupes GERMINAL et BAKOUNINE ont décidé de réunir leurs efforts dans le

Groupe Libertaire GERMINAL

Points de vente :

- Euromarché : samedi 11 h-midi
- Porte de la Plaine : samedi 10 h 30-midi
- Mairie d'Issy : mardi 17 h 30-18 h
- La Motte-Picquet : dimanche 10 h 30-midi (monoprix)
- Porte de Vanves : dimanche matin (marché)
- Convention : dimanche 10 h 30-12 h (marché)
- Sèvres-Lecourbe : dimanche 10 h 30-midi
- Porte de Vanves : jeudi 17 h 30-19 h (métro)

COMMUNIQUE DU 10 MARS 1974

A nouveau, des troubles sérieux, qui ont eu lieu samedi 9 mars après une manifestation commémorant la mémoire du jeune conseiller catalan Puig Antich, et qui se sont poursuivis dans la soirée au quartier Latin, ont été attribués aux anarchistes par la presse écrite et parlée.

La Fédération Anarchiste s'élève violemment contre cette nouvelle diffamation qui amalgame des individus irresponsables à des militants anarchistes, cela afin de cacher volontairement ou par ignorance l'œuvre positive et rationaliste qui caractérise le mouvement libertaire.

La Fédération Anarchiste se désolidarise totalement et condamne les provocateurs et les manipulés qui sont tégués par la police, par le néo-fascisme ou par leur propre débilité.

Alors que la violence envahit les mœurs, la Fédération Anarchiste rappelle que la seule violence compréhensible est celle qui correspond à l'état de légitime défense et que le terrorisme institutionnalisé ne peut qu'être opposé à l'éthique libertaire.

FEDERATION ANARCHISTE

COMMUNIQUE

Chers camarades,

La commission d'Histoire et d'Édition lance un appel pressant auprès de tous les militants et sympathisants, et plus particulièrement auprès des vieux camarades afin que ceux-ci transmettent à cette commission de la documentation concernant le mouvement libertaire et anarcho-syndicaliste (période entre deux-guerres) qu'ils seraient susceptibles de détenir.

Il est bon de rappeler à cet effet que des vieux documents souvent très intéressants disparaissent généralement entre les mains de familles qui ne partagent pas toujours les idées des possesseurs de ces documents lorsque ceux-ci nous quittent.

La Commission d'Histoire et d'Édition

Pour vos envois :

M. Maurice Joyeux
24, rue Paul Albert
75018 PARIS

VENTE MILITANTE :

- 1) TOULON : Vente militante régulière, chaque dimanche de 10 à 12 h aux Puces.
- 2) DANS L'EURE ET LOIR, le groupe libertaire de Châteaudun tient, un jeudi par mois (généralement le premier jeudi du mois) sur le marché de Châteaudun, un stand de vente de livres et journaux anarchistes, pacifistes et syndicalistes.

COMMUNIQUE

TOUS LES ANARCHISTES, GROUPES ET INDIVIDUELS, AINSI QUE LES SYMPATHISANTS, DE L'EURE ET LOIR ET DE LA REGION CENTRE SONT INVITES A CONTACTER LE GROUPE LIBERTAIRE DE CHATEAUDUN, par l'INTERMEDIAIRE DES RELATIONS INTERIEURES, AFIN D'ENVISAGER LA MISE EN OEUVRE, SUR LE PLAN REGIONAL, de la propagande et de l'action libertaires.

près de nous

ESPERANTO

Nous vous rappelons que tous les mercredis à lieu au local du groupe libertaire Louise Michel : 10, rue Robert Planquette - Paris 18^{ème}

Le cours d'espéranto à 18 heures.

Les camarades qui seraient désireux de suivre ce cours, peuvent se présenter directement ou demander des renseignements à :

Mme Claudette Cheber, 210, av. PIERRE-BROSSOLLETTE - 92240 Malakoff.

AIN
GRUPE LIBERTAIRE - OYONNAX
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

ALLIER
GRUPE ANARCHISTE
MONTLUCON - COMMENTRY
Pour tous contacts, s'adresser aux Relations Intérieures.

LIAISON F.A. - VICHY
Pour tous renseignements, s'adresser à :
40, rue A.-Cavy, 03 - BELLERIVE.

ALPES DE HAUTE PROVENCE
LIAISON ANARCHISTE
CONTACTS ET INFORMATIONS
Problèmes Communautaires. Ecrire aux Relations Intérieures.

ALPES-MARITIMES
Liaisons F.A. s'adresser Relations Intérieures.

BOUCHES-DU-RHONE
LIAISON ANARCHISTE
MARTIGUES
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.

CHARENTE-MARITIME
GRUPE LIBERTAIRE LOUIS
LECOIN - SAINTES
Pour tous renseignements, s'adresser à :
Pierre Rousseau, 12, rue de la grand-
font, 17 - Saintes.

CHER
LIAISON F.A. - VIERZON
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

CHARENTE-MARITIME
GRUPE D'ACTION LIBERTAIRE
LA ROCHELLE
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.

DOUBS
GRUPE BISONTIN DE LA FA
S'adresser aux relations Intérieures.

EURE-ET-LOIR
GRUPE LIBERTAIRE DE
CHATEAUDUN
Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.

Liaison BONNEVAL
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

GIRONDE
GRUPE ANARCHISTE SEBASTIEN
FAURE - BORDEAUX
Réunion chaque mois sur convocation.
Le cercle d'étude libertaire : tous les
Jedis à 21 h 30, 7, rue du Muguet
(Causerie-débat).

ILLE-ET-VILAINE
GRUPE ANARCHISTE RENNES LI-
BERTAIRE
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

INDRE ET LOIR TOURS
Formation d'un groupe Anarchiste
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

ISERE
FORMATION D'UN GROUPE LIBER-
TAIRE
Pour tous contacts, s'adresser à B. Lan-
za, 38 - LES EPARRES.

LOIRE
LIAISON F.A. - SAINT-ETIENNE
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

LOIRE ATLANTIQUE
NANTES - Groupe Anarchiste
Pour tous renseignements, s'adresser
33, Meison Radieuse
44400 - REZE

LA BAULE
Liaison FA
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

LOIR-ET-CHER
VENDOME - Liaison F.A.
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

LOT
FORMATION ANARCHISTE DE
GOURDON - GOURDON
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

LOT-ET-GARONNE
GRUPE DE L'INCROYABLE ANAR-
CHIE - AGEN - Edite « l'Incrévable
Anarchiste »
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

LOZERE
LIAISON F.A. - MARVEJOLS
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

MAINE-ET-LOIRE
GRUPE NI DIEU NI MAITRE
ANGERS
Pour tous contacts, s'adresser aux Relations Intérieures.

MEURTHE-ET-MOSELLE
GRUPE DE NANCY
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

MOSELLE
GRUPE LIBERTAIRE DE METZ
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

MORBIHAN
LIAISON F.A. - VANNES
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

MORBIHAN
LIAISON F.A. - LORIENT
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

NIEVRE
LIAISON F.A. - NEVERS
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

NORD
GRUPE KRONSTADT
Région LILLE-ROUBAIX-TOUR-
COING
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

NORD
GRUPE « Nous sommes la TEMPETE »
Groupe Lycéen et Etudiant de propa-
gande Libertaire
Pour tous renseignements, écrire : Guy
LE FLECHER 38, rue Princesse 59000
LILLE.

PAS-DE-CALAIS
GRUPE ANARCHISTE FRANCOIS-
VILLON - BETHUNE
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

PAS DE CALAIS
ARRAS,
Groupe Artésien,
Pour tous contacts écrire aux Relations Intérieures.

PUY-DE-DOME
CLERMONT-FERRAND
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

PYRENEES-ORIENTALES
GRUPE L'INTRANSIGEANT
PERPIGNAN
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

PARIS ET SA BANLIEUE
GRUPE D'ACTION ET D'ETUDE
LIBERTAIRES. PARIS 20^e
Rassemblement de tous les Anarchistes
autour de thèmes de réflexions divers.
(P. S. A. G. I. A. T. I., Anarcho-
Syndicalisme, Créations, Préoccupations Individuelles).

Permanence
Tous les Jedis, 20 H 30
Le samedi à partir de 15 H
33, rue des Vignoles PARIS 20^e
Métro : Avron

GRUPE LIBERTAIRE KROPOT-
KINE - Paris - Banlieue Sud.
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

Groupe anarchiste SOLEIL NOIR
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

LIAISON DES POSTIERS
Edite « Gestion Directe »
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

GRUPE LIBERTAIRE LOUISE MI-
CHEL
Local : 10, rue Robert-Planquette (rue
Lepic) PARIS (18^e). (Métro : Blanche
ou Abbesses).

Permanence assurée par les militants du
groupe chaque samedi à partir de 17 h.
Contact avec les militants. Colloques.
Pour tous renseignements : écrire à
Maurice JOYEUX, 24, rue Paul-Albert,
Paris-18^e ou téléphoner à 07-657-49.

GRUPE ACTION REVOLUTION-
NAIRE -
ANARCHISTE ASCASO-DURRUTI
13^e, 5^e, 11^e arrondissements.
S'adresser à Marçal : 3, rue Ternaux,
PARIS 11^e

GRUPE LIBERTAIRE MARIUS JA-
COB
13^e Arrondissement.
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

PARIS - SUD-OUEST
GRUPE LIBERTAIRE GERMINAL
15^e et 16^e arrondissements.
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

GRUPE ANARCHISTE DE LA
BOETIE
NORD DES HAUTS DE SEINE
Accueil : salle du centre administratif,
place de la Mairie - Asnières (2^{ème} et
4^{ème} mercredi du mois à 21 h.)

la Mairie, ASNIERES (deuxième et
quatrième mercredi à 21 h.)

PRESENCE ANARCHISTE
MONTREUIL - LES LILAS
Contacts entre isolés, diffusion du M.L.
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

NANTERRE
Groupe en formation. Pour tous rensei-
gnements s'adresser aux Relations Inté-
rieures.

BANLIEUE SUD
GRUPE NI DIEU NI MAITRE -
Pour tous contacts, s'adresser à :
PUBLICO, 3, rue Ternaux, 75011 Paris

BANLIEUE-SUD
GRUPE LIBERTAIRE DE PROPAGA-
NDE - FRESNES - ANTONY
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

VINCENNES
Groupe en formation. Pour tous rensei-
gnements s'adresser aux Relations Inté-
rieures.

Vitry S/Seine cercle Libertaire Rhône-
Poulenc
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

SEINE SAINT-DENIS
MONTREUIL - ROSNY
Groupe Anarchiste VOLINE
Pour tous renseignements s'adresser
aux Relations Intérieures (vente ML à
Rosny et à Montreuil - Mairie).

SEINE SAINT-DENIS STAINS
Groupe anarchiste
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

ESSONNE
GRUPE NESTOR-MAKHNO
BRUNOY - CHENNEVIERES
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

YVELINES
GRUPE DE PRESENCE ANAR-
CHISTE
CHATOU - Houilles

YVELINES POISSY
Groupe Anarchiste en Formation,
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

RHONE
Groupe Anarchiste de Lyon
Pour tous contacts, écrire aux Relations Intérieures ou SIA 25, rue René
Leynaud 69001 LYON

SEINE-MARITIME
GRUPE LIBERTAIRE JULES DU-
RAND - Le HAVRE
Pour contact, écrire aux Relations Inté-
rieures.

SEINE-MARITIME
GRUPE LIBERTAIRE
BOLBEC - LILEBONNE
Pour tous contacts, s'adresser aux Relations Intérieures.

SEINE-MARITIME
GRUPE LIBERTAIRE DELGADO
GRANADOS - ROUEN
Pour tous contacts, écrire aux Relations Intérieures.

SOMME
GRUPE ANARCHISTE - AMIENS

Pour tous contacts, écrire aux Relations Intérieures.

VAR -
LIAISON ANARCHISTE TOULON-
NAISE
Pour tous contacts, écrire aux Relations Intérieures.

Vienne
GRUPE EN FORMATION
POITIERS
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

Vienne (HAUTE-)
GRUPE LIBERTAIRE SEBASTIEN-
FAURE - LIMOGES
Pour contacts, écrire Relations Inté-
rieures.

YONNE
GRUPE ANARCHISTE D'AU-
XERRE-AVALLON.
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

BELGIQUE
LIAISON MONS
PROVINCE DU HAINAUT
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.
LIAISON CHARLEROI
Pour tous renseignements, s'adresser
aux Relations Intérieures.

LUXEMBOURG
Liaison anarchiste
Sud Luxembourg
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

LIBRAIRIE PUBLICO
Relations Intérieures.
3, rue Ternaux, 75011 PARIS.
Tél. : VOL - 34-08.

LUXEMBOURG
Liaison anarchiste
Sud Luxembourg
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.

TRESORERIE
Pour tout règlement, envoyer
vos fonds à Yvonne DALME-
NECHES
C.C.P. 14-277-86, Paris.

La trésorière :
Yvonne DALMENECHES

sommaire

EDITO	Pages
Ton corps est à toi.	3
EN DEHORS DES CLOUS	
La mort d'un homme <i>par P. V. BERTHIER</i>	4
Tristesse dans les chaumières <i>par ALMUCHE</i>	4
EN FRANCE	
Que faire pour Marini <i>par Maurice LAISANT</i>	4-5
A propos de l'avortement <i>par Angel joaquin PINO</i>	6
Il se passe toujours quelques chose aux Galeries Lafayette <i>par Ramon PINO</i>	6
Politique-Fiction <i>par le Groupe libertaire JULES DURAND</i>	10
SUR LE FRONT DU TRAVAIL	
Informations sur l'imprimerie <i>par A. DEVRIENDT et J. TOUBLET</i>	7
Dans les banques <i>par le Groupe libertaire JULES DURAND</i>	7
DANS LE MONDE	
Espagne confédérale et libertaire <i>traduit du journal ESPOIR</i>	11
Informations internationales <i>par Roland BOSDEVEIX</i>	12
La liberté <i>par Roland BOSDEVEIX</i>	16
ETUDES - ENQUETES	
A propos de la « Plateforme d'Archinoff » <i>par Maurice JOYEUX</i>	8-9
L'école en question <i>par Gérard LINERAUD</i>	10
L'antimilitarisme <i>par Philippe DAVANZ</i>	11
Classique de l'anarchie <i>extraits de Max STIRNER</i>	11
Au pays de la gastronomie <i>par ERIC</i>	13
LITTERATURE - ARTS - SPECTACLES	
Disques : Jacques Debronkart <i>par J. F. STAS</i>	14
Théâtre : IX ^{ème} Année de Clair obscur <i>par G. MILLOT</i>	14
Poésie : Escarpe <i>par M. L.</i>	14
Le livre du mois <i>par Maurice JOYEUX</i>	15

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction - Administration
3, rue Ternaux, 75011 PARIS
Tél. 805.34.08
à adresser à LIBRAIRIE PUBLICO
Compte postal Paris 11289-15
Prix de l'abonnement

France :	6 numéros 15 F	Etranger :	6 numéros 19 F
	12 numéros 30 F		12 numéros 38 F
sous pli fermé :	6 numéros 22,20 F	Par avion :	6 numéros 24 F
	12 numéros 44,40 F		12 numéros 48 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3, rue Ternaux, 75011 PARIS

Nom
Prénoms
Adresse
Code postal

A partir du numéro

- Abonnement
 Réabonnement

Joignez le règlement à votre demande :

- Chèque postal
 Chèque bancaire
 Mandat-Lettre

Pour tout changement d'adresse, prière d'envoyer avec votre nouvelle adresse la dernière bande du Monde Libertaire.

EDITO

Ton corps est à toi

Elle est toujours debout, cette loi médiévale, votée à la sauvette, en cet été 1920, par une Chambre quasi déserte.

Elle est toujours debout, cependant elle meurt de sa bêtise et de sa vétusté.

Plus aucun ne la respecte, elle est semblable à ces meubles inutiles dont la fonction semble être de finir de pourrir et d'encombrer.

Certes, elle a encore ses défenseurs ; tout ce que le monde compte d'esprit arriérés, tout ce que la société entretient d'institutions rétrogrades est là pour faire entendre le concert des fausses indignations, pour orchestrer les clameurs hypocrites.

A la tête de ce chorus, le catholicisme s'efforce de tenir le rôle de chef.

C'est dans sa tradition : il veut régner.

Il veut régner par-delà la naissance, dès la conception... avant même, par le biais de la confession, grâce à laquelle il fera montre d'une indiscretion qu'il qualifierait de lubrique, s'il s'agissait d'autres que de lui-même.

Il veut régner sur les époux qui ne disposeront de leurs corps qu'en raison des prescriptions du clergé, sur l'embryon ensuite, puis sur le nouveau-né qu'il accaparera par le baptême, qu'il modèlera par le catéchisme, la communion, l'école, par la consécration du mariage et qu'il conservera jusqu'à la mort qu'il célébrera en grande pompe.

Grâce à ce moyen, sa loi s'appesantit sur tous : sur les opprimés comme sur les oppresseurs, sur les humbles comme sur les grands de ce monde.

Il est le véritable maître et, dans la triste hiérarchie sociale, le tyran des tyrans.

Tel est le rêve séculaire du catholicisme auquel toutes les « évolutions » de l'Eglise n'ont jamais rien changé.

Les positions de la papauté en témoignent.

Mais il est une autre raison à l'opposition du catholicisme à toute libération dans le domaine sexuel, c'est le mépris haineux dans lequel il tient la femme, origine du péché selon les saints canons.

Or, il le sait, la crainte de la maternité est une entrave au plaisir, et le plaisir est un péché.

Il faut donc que la femme « qui enfantera dans la douleur » ne puisse concevoir dans le plaisir, et moins encore ne puisse trouver plaisir dans l'absence de conception.

Ici comme partout ailleurs, il tend son voile funèbre, il flaire comme un délit tout ce qui pourrait être bonheur en ce monde, et relève jusqu'aux draps des amants pour y renifler et y jeter ses regards louches.

Mais derrière l'Eglise, il y a tous les autres, tous ce qui s'étale d'ignorance et de faux savoir, tout ce qui fait étalage d'un humanitarisme démenti, chaque jour, par le comportement de ceux qui l'invoquent, ces « apôtres de la vie » qui la respectent jusque dans le spermatozoïde, mais qui assaillent, à coups de matraque, les membres du « Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception. »

Eh bien ! face à ce cortège digne des époques les plus obscurantistes de l'histoire des hommes, la voix de l'immense multitude doit se faire entendre.

Est-ce que, faute de lumières et de liberté, trois cent mille femmes par an (pour ne parler que de ce pays) doivent se voir contraintes de recourir à l'avortement ?

Est-ce que, par l'opposition de quelques médecins de sacristie, le corps médical subira l'interdiction de répandre les contraceptifs à tous ?

Est-ce que, pour satisfaire aux élucubrations d'un patriotisme d'aliénés qui veut cent millions d'habitants dans l'hexagone (dussent-ils mourir de faim, d'asphyxie ou de maladie de nerfs) est-ce que pour satisfaire à pareille mégalomanie l'humanité doit se soumettre à son désir ?

Non ! la loi de 1920, disparue dans les mœurs, disparue dans l'usage, ne doit pas rester suspendue, comme une épée de Damoclès, sur la tête des hommes et des femmes.

Pour protester contre sa rigueur, sa stupidité et ses crimes, vous serez nombreux, venus de tous les horizons, au rassemblement prévu le 6 avril à Paris et, par toute la France. Que de paires manifestations se multiplient !

Il ne faut tout de même pas que ce soit les imbéciles qui fassent la loi au « peuple le plus spirituel de la Terre ».



la mort d'un homme

Un bateau coréen fait naufrage avec plus de deux cents passagers. Il n'y a pas de survivant. Cette tragédie, vous l'avez lue dans les journaux, et, comme moi, vous vous êtes dit : « Deux cents innocents, qu'aucun tribunal n'avait condamnés à mort, et dont voilà pourtant la vie tranchée bien que personne au monde n'en ait décidé ainsi... Est-ce possible ? »

A Sao Paulo, c'est une tour qui flambe, et deux cents personnes qui grillent, ou qui se tuent en se jetant dans le vide. Là non plus, pas de sentence fatale prononcée par une cour : simplement le feu, l'asphyxie, les polyuréthanes dégagant l'acide cyanhydrique paralysant. Mais nul ne voulait la mort de ces malheureux.

Personne non plus n'a décidé ni voulu celle des quarante et une victimes du Boeing de la Varig à Orly, ni des vingt et une du C.E.S. Pailleron à Paris, ni des cent quarante-six de Saint-Laurent-du-Pont, non plus que de ces six ouvriers

immigrés qui, entassés dans les combles d'un immeuble, rue Drouot, à Paris encore, ont péri au cours d'un incendie.

Aucun verdict de mort n'a davantage frappé les trois cent cinquante et une personnes qui ont perdu la vie dans la catastrophe aérienne d'Ermenonville, le 3 mars dernier ; non, aucun arrêt, aucun teste, n'a prélué à leur entrée soudaine dans le trépas, à leur absorption par le néant, à leur retour à l'état minéral.

En revanche, à Barcelone, quand un jeune homme de vingt-trois ans à le larynx écrasé et les vertèbres cervicales broyées par un cercle et une vis de fer, tout est différent : là, un jugement est intervenu, la mort a été édictée, on n'a pas laissé au sort — aux Parques, disaient les Anciens — le soin de fixer l'instant suprême que, bon gré mal gré, nous connaissons tous ; la mort a été donnée et reçue en vertu des lois, appliquées par des juges après mûre réflexion.

Faut-il que la justice soit dénuée d'imagination pour se servir de la mort comme d'une peine infamante et expiatoire ! Il meurt à chaque instant, sans son concours et hors de son ressort, une foule de gens qui n'ont rien fait, à qui nul ne reproche rien, et pas seulement des gens qui ont atteint l'âge de mourir, mais des adultes en pleine forme, des jeunes qui ne pensaient qu'à l'avenir, des enfants que l'on croyait nimbés d'aurore. Que signifie la peine de mort, même contre des grands coupables, quand, sans elle, il meurt tant d'innocents ?

Ce jeune homme qu'on a tué à Barcelone avait, dit-on, pillé des banques (qui, peut-être, avaient elles-mêmes le pillage légal pour principale fonction) ; c'est un délit banal : en France, le 8 mars, il y a eu six attaques de banques dans la journée, dont une seule a échoué. On a prétendu qu'il avait tué un policier, mais la preuve n'en a pas été rapportée.

La justice de Franco condamnait volontiers les opposants politiques à des peines de trente ans de prison. C'est d'une cruauté atroce. Incarcérer un homme en pleine jeunesse pour le libérer quand il aura les cheveux blancs, quoi de plus horrible ? Cependant, le caractère punitif d'une telle mesure est évident, puisque la priva-

tion de liberté pendant trente ans n'existe pas à l'état brut dans la nature.

On peut en dire autant du bannissement, qui est encore en usage en Espagne, comme du reste en U.R.S.S. ; avoir vingt-quatre heures pour réunir quelques kilos de bagages et pour quitter son pays avec défense d'y revenir, voilà un raffinement impitoyable dont il n'y a pas lieu d'être fier. Du moins exprime-t-il un effort de recherche et d'invention ; si désuète et si caduque que soit devenue cette peine, elle n'existe pas à l'état de calamité naturelle.

Tandis que la mort ! C'est la chose la plus commune qui soit. Elle foisonne dans la nature, elle est partout. Elle froide indifféremment les innocents et les coupables, les malades et les bien-portants, les saints et les maudits. Elle n'est le stigmate de personne, elle n'est le critère de rien. Que signifie, que vaut la mort d'un homme qu'on dit coupable alors qu'on prépare avec tant de soin celle de millions d'autres hommes qui assurément ne le sont pas.

Et c'est en cela que la chose est grave, car, à partir du moment où la mort d'un homme ne signifie rien, nombreux sont ceux qui se disent : « Après tout, que m'importe-t-elle ? ».

P.V. Berthier.

Que faut-il de nous jours, pour toucher la masse sur un crime commis à l'ombre des pouvoirs ?

Comment alerter l'opinion publique autrement que par la presse ?

Attendre son indignation, c'est lui prêter une conscience qui la dépasse, alors qu'elle n'a même pas celle, élémentaire, d'informer ses lecteurs.

Depuis des mois que nous l'alertons, que nous lui avons mis en main une documentation minutieuse et détaillée, elle se tait, du moins dans sa plus grande part.

Les premières réactions touchant le cas MARINI (car c'est de lui qu'il s'agit) se sont produites trois semaines après que cette grande presse a été avisée. (Le « Canard Enchaîné » a notamment lancé un appel à la presse pour qu'elle parle de MARINI.)

Trois semaines durant lesquelles MARINI a continué de subir les sévices des geôles italiennes, dans lesquelles on a tenté de le suicider, comme la police de Milan l'avait fait pour PINELLI.

Trois semaines où il était accueilli dans chaque nouvelle prison (il en a fait quinze) par un passage à tabac, avant d'être jeté dans un cul de basse fosse, dont on le ressort à demi aveugle pour un tardif procès.

Alors, que faire ?

Avions-nous le droit de laisser assassiner un homme dont le seul crime est d'en connaître un peu trop long sur les agissements du néo-fascisme qui sévit sur l'Italie avec la complicité du pouvoir ?

Je ne parle pas du cas de légitime défense, transformé en assassinat pour les besoins de la cause, et pour lequel il est incarcéré depuis dix-neuf mois contre toute légalité : refus de jugement, refus du secours d'un avocat, refus de recevoir la visite des siens, transfert sans motif d'une prison à l'autre, pour faire perdre sa trace ou peut-être même pour le faire disparaître dans le silence de son cachot.

AMIS LECTEURS

La hausse des prix est une réalité que tout un chacun peut constater du fait de l'hémorragie que subit son porte-monnaie. Le train de hausses n'en est qu'à son ébranlement et nous pouvons nous attendre pour le second trimestre de l'année à ce que celui-ci prenne sa vitesse de croisière, pour ne pas dire de panique. Tant que le contentieux énergétique ne sera pas épuré sur une base saine et durable, rien ne sera réglé tant au niveau du pouvoir d'achat que de l'emploi de milliers de travailleurs.

En ce qui nous concerne, la hausse des prix nous préoccupe au plus haut point dans la mesure où nous la voyons enfler nos dépenses de trésorerie. Depuis janvier, la hausse globale du prix du papier a fait un bond de 30 %. Les fabricants, s'inspirant de la pratique des grandes sociétés pétrolières qui semble-t-il a réussi, ont stocké et continuent d'ailleurs, tablant sur la pénurie pour accélérer par la hausse leur soif de profits. Dans les milieux concernés, on parlerait d'une nouvelle augmentation vers le mois de juin qui situerait la hausse totale aux alentours de 50 % par rapport au prix de décembre 1973. Que cela veut-il dire pour les finances de notre journal ?

Tout simplement une augmentation de l'ordre de 8 à 10 % de son prix de revient, ce qui, en clair, sur une année, correspondrait à payer la valeur d'un numéro supplémentaire à son ancien coût. Cela nous donne la mesure de nos préoccupations et du besoin urgent de nous aider abondamment pour faire face à ces difficultés qui conditionnent la survie de notre presse et pour laquelle il semble superflu d'insister sur l'intérêt fondamental de son existence. Votre concours sera d'autant mieux reçu qu'il devrait pouvoir nous permettre la mise en chantier de façon accélérée et à très court terme de projets de vulgarisation de notre pensée qui nous tiennent à cœur depuis longtemps car nous pensons qu'il y a là des lacunes à combler.

Plus que jamais, nous comptons sur votre soutien actif comme nous souhaitons par ailleurs que vous viendrez nombreux aux deux galas que nous organisons ce mois-ci (voir le programme dans ces pages) en faveur de notre journal, ce qui lui permettra de continuer son existence au grand regret de tous ceux qui, à des titres divers, voudraient bien le voir disparaître à jamais !

Les Administrateurs :
Roland BOSDEVEIX - François GARCIA

P.S. — Nous rappelons aux camarades que toute commande de livres et disques non accompagnée de son règlement ne sera plus prise en considération. Cette décision fait suite au manque de régularité dans le paiement des factures.

TRISTESSE DANS LES CHAUMIERES

Il y a quelques semaines, sautait au roc Trédudon, près de Morlaix, une sorte de tour Eiffel régionale à destinée télévisée.

Et presque personne d'applaudir. Pourtant, les Français se plaignent bien souvent de la nullité de la télévision. Mais il n'y a pas plus médiocre qu'un médiocre plus ou moins conscient de sa médiocrité.

Ca lui manque au petit million de Bretons son « colored pictures ». Ne plus appuyer sur un bouton pendant quelques mois, ne plus meubler leur vide. Alors, ils jouent aux dominos en attendant, impatients, le retour sur leur écran de DOMINO de Lux.

Et nos journalistes de TV en profitent pour montrer,

aux heureux assis devant leur boîte à images, le malheur des bécassins et des bécassines.

A ces pauvres petits, on a retiré le pain spirituel et moderne qui vole bien bas sur les hauteurs usées du roc Trédudon ! Et sous ce « on » se cachent sans doute des autonomistes (« Des jeunes chevelus sûrement » dira une paysanne).

Faut-il faire le bien des gens malgré eux ?

Zo d'Axa, vers les années 1900, écrivait : « Le chien retourne à son vomit, retournez à vos députés ».

Les temps changent ; alors, Français, retournez à la TV... votre image.

ALMUCHE

SOUSCRIPTION

Valentin	50,00 F
Canonne	200,00 F
Pulidori	10,00 F
Fiamand	20,00 F
Evevas	70,00 F
Berthe Patrick	50,00 F
Ducret	6,60 F
Esmyer	12,00 F
Thierry M.	30,00 F
Marreau	20,00 F
Pannier	20,00 F
Crouzy	4,00 F
Tassin	12,00 F
Casters	30,00 F
Auzanneau	5,00 F
Castagno	20,00 F
Fougner	5,00 F
Jordy (Suisse)	12,00 F
Vedrenne	20,00 F
Houdeville	20,00 F
Gariot	20,00 F
Allud	10,00 F
Largemain	10,00 F
Dupuis	20,00 F
Simon	1,10 F
Nai-Ruscone	10,00 F
Vaillante	3,00 F

Buffkens	10,00 F
Pilatino	10,00 F
Taillandier	10,00 F
Sierra	5,00 F
Terrats	5,00 F
Preiss	50,00 F
Thivolet	10,00 F
Parietti	72,00 F
Feuillet	7,00 F
Maché	5,00 F
Michel Thierry	30,00 F
Christophe	1,10 F
Decottignies	10,00 F
Chanquet	20,00 F
Tirone Proudhon	20,00 F
Périndycit (Grenoble)	9,00 F
Franal	4,00 F
Clariana	12,40 F
Simon	6,00 F
Hieusset Roger (Toulouse)	9,35 F
Mazeau (Poitiers)	7,15 F
Simonbo (Montluçon)	4,85 F
Garcia Martin	16,35 F
Teston Jacki	4,20 F
Décosse (Castellerait)	34,35 F
Groupe de Toulon	50,00 F
Oino	10,00 F

James	220,00 F
Lantuejoul	5,00 F
Merle	5,00 F
Sylvète	20,00 F
Aisiclo	30,00 F
Weerts	5,60 F
Armand Lagarde	2,00 F
Grille	5,60 F
Lemoine	10,00 F
Balsan	60,00 F
Froydure	20,00 F
Grillon	7,80 F
Angot	20,00 F
Sarrazin	18,00 F
Quegneaux	10,00 F
Delpy	10,00 F
Charras	10,00 F
Fromain	10,00 F
Rossile	5,00 F
Anonyme	20,00 F
Un espérantiste	20,00 F
Merle	5,00 F
Barrue	20,00 F
Ceko	15,00 F
Deluze	20,00 F
Lionnel Labonne	25,00 F
Thierry Labuec	15,15 F
Sabani	25,85 F
Izquierdo	28,35 F
Veggy	9,85 F
Auguste	66,50 F

que faire pour Marini ?

Oui, que faire ?

Les quelques dix milles affiches que nous avons collées sur la seule capitale, plus tout ce que la province a placardé, n'a pas réussi à émouvoir cette grande muette, si bavard sur tout ce qui est scandaleux, outrancier ou futile, et qui se repaît d'actualité comme la hyène de charogne.

Nos appels réitérés ne sont pas parvenus à crever le mur du silence de journaux « d'information » dont l'information, ou plutôt l'absence d'information, dépend des sympathies fascistes d'un correspondant à Rome.

Alors, que faire ?

Nous avons pensé que pour cette prostituée, les faits divers de Paris avaient plus d'intérêt que le supplice et l'agonie d'un homme à quelque mille kilomètres d'ici, surtout lorsqu'il est séparé de nous par l'artifice des frontières.

Et nous avons entrepris des actions, dans le vain espoir qu'il y serait fait écho.

C'est ainsi qu'un groupe de camarades a déployé une banderole du haut des tours de Notre-Dame.

La presse s'est tue malgré nos informations.

Autre initiative : certains de nos militants prennent le bateau-mouche, et lorsque celui-ci est engagé pour la traversée de Paris, ils sortent une banderole réclamant la libération de MARINI.

Le mécanicien du bateau fait alors volte-face et retourne à son point de départ,

Mêmes informations de notre part, même silence de la presse.

Enfin, dernière manifestation, un groupe de voitures décorées d'affiches et de banderoles s'ébranle de la place de la République ; elles suivront les boulevards jusqu'à la Madeleine, passeront le pont de la Concorde en direction du quartier Latin et le boulevard St-Germain, parcouru sur toute sa longueur, repasseront la Seine en direction de la Bastille.

C'est alors qu'une voiture de police bloque les occupants et que des « gardiens de la paix » sans aucun motif embarquent nos dix-sept camarades sans l'ombre d'une explication.

Quel motif invoquer ?

La sacro-sainte propriété, de règle en notre société, autorise chaque propriétaire d'une voiture, payée de ses deniers, de la décorer comme il l'entend.

Après six heures de cogitation et d'efforts imaginatifs, « ces Messieurs » ont enfin trouvé :

Usage abusif de l'avertisseur sonore, avec contravention à chacun d'eux.

Cela pue le mensonge et l'arbitraire.

A-t-on jamais conduit au poste et gardé six heures un conducteur ayant usé du klaxon ?

A-t-on jamais pour pareille infraction vérifié le domicile du contrevenant ?

Enfin, détail piquant, parmi nos camarades, l'un d'eux était possesseur d'une voiture sans avertisseur.

A supposer qu'il l'ait fait remarquer, il est à penser qu'il aurait bénéficié de deux contraventions au lieu d'une :

La première pour ne pas avoir eu de Klaxon.

La seconde pour avoir klaxonné.

Mais passons sur la mauvaise foi imbécile des représentants de l'ordre ; notre but était atteint ; nos camarades ayant été arrêtés, nous pouvions adresser à la presse une motion de protestation, rappelant le but de ce défilé : l'affaire MARINI.

Encore une fois, la presse fait la sourde oreille en dehors de « Combat », du « Progrès de Lyon » et de « Charlie-Hebdo » qui reproduisent intégralement notre communiqué et « Libération » qui en fait mention.

Cependant, cela semble faire tache d'huile ; sont-ce les manifestations autour du procès, opposant nos camarades italiens aux néo-fascistes qui en sont cause ? mais même « Le Monde », dont le correspondant à Rome vivait dans l'ignorance d'une affaire MARINI, a été tiré soudain de la léthargie.

C'est « Rouge » qui nous fait écho, c'est « Tribune socialiste » qui répond à l'appel de la Fédération anarchiste et qui s'engage à briser le mur du silence.

D'autres vont suivre, qui prendront le train en marche, comme pour Sacco et Vanzetti, comme pour l'affaire Dreyfus.

Il y a un moment où l'on ne peut plus reculer, même pour ceux que gêne la lumière, même pour ceux qui n'aiment pas se mouiller et qui préfèrent un crime silencieux à un assassinat dévoilé.

Ah ! que demain l'Italie devienne une nouvelle Grèce, comme elle en est menacée, que demain, trente ans après l'hécatombe mondiale qui devait nous débarrasser du fascisme et qui n'a fait que le renforcer, que demain un nouveau Mussolini prenne pied sur la péninsule italienne, et vous verrez nos gouvernants rouler des yeux faussement apeurés et semer la panique, propice aux tours de vis sociaux et à la politique la plus réactionnaire, vous verrez nos gouvernants, qui ont armé toutes les nations du monde (fascistes ou réactionnaires comme les autres) s'alarmer « des périls qui nous menacent » et nous proposer un surarmement mercantile et patriotique.

Car c'est là et bien là qu'est le problème.

L'affaire MARINI peut se terminer demain, devant l'évidence des faits, le tribunal peut prononcer l'acquiescement (après dix-neuf mois d'incarcération et de sévices), cela n'y mettra pas un point final.

L'affaire MARINI doit se poursuivre, l'affaire MARINI c'est celle du néo-fascisme italien, celle des commandos qui se

créent dans le sud de la péninsule, le entraînés par des spécialistes venus de Grèce, c'est celle des attentats sur lesquels MARINI en savait trop long, attentats qu'un gouvernement de fanatiques et qu'une magistrature aux ordres prêtent généralement aux anarchistes.

L'affaire MARINI, c'est la partialité, le mensonge et le crime d'un appareil qui a suicidé PINELLI, incarcéré VALPREDA, trucidé FELTRINELLI et qui, aujourd'hui, a pu arrêter et maintenir en prison durant dix-neuf mois notre camarade, alors qu'elle relâchait sans jugement les fascistes qui avaient poignardé MASTROGIOVANNI, et qui pouvaient l'insulter sur son lit d'hôpital, sous l'œil complaisant de la police.

L'affaire MARINI, c'est le scandale de la magistrature qui classe tous les dossiers, dès lors que des criminels de droite y sont mêlés, comme pour « l'accident » d'automobile de cinq de nos camarades particulièrement documentés sur l'activité néo-fasciste, et dont le véhicule a été heurté de plein fouet par un camion roulant tous feux éteints, conduit — comme par hasard — par un fasciste notoire, et cela — toujours comme par hasard — à deux pas de la villa de Valerio Borghese, autre chef de file du néo-fascisme.

Non ! l'affaire MARINI n'est pas close même si un verdict prétend en fermer le dossier.

Par l'écrit, par la parole, par la manifestation, nous lui devons et nous nous devons de la poursuivre et de la divulguer.

Nos tribunes doivent retentir de son nom, nos journaux doivent en dénoncer la machination, des rassemblements et des défilés doivent avoir lieu à son sujet.

Et que des inconscients ne viennent pas nous dire que ce n'est que le cas d'un homme. D'abord, ce n'est pas vrai : c'est le renouveau de la dictature, l'arbitraire des pouvoirs, la complicité du gouvernement, la participation de la magistrature et de la police, la généralisation de l'injustice et l'accord tacite des Etats voisins dits démocratiques. Ensuite, une collectivité qui ne sait pas défendre la vie d'un seul homme ne saura pas davantage faire respecter celle d'un peuple.

Que l'on se souvienne de l'entre-deux-guerres, de tous les attentats commis sur combien de terres et devant lesquels la France jouait à la loterie nationale et dormait d'un sommeil de brute éveillée.

Elle s'est réveillée en septembre 39.

Oui, l'affaire MARINI est une affaire internationale qui ne prendra fin qu'avec la fin des Etats et de leur cortège de rapines, de mensonges et de crimes.

A nous anarchistes de tous pays de jeter sur elle la lumière.

Maurice LAISANT

Milan le 14-3-1974

COMPTE-RENDU DE LA TROISIEME SESSION DU PROCES MARINI

A l'audience du 12 mars, les experts appelés par le tribunal de Salerne ont présenté l'expertise médico-légale pratiquée sur Falvela. Les résultats de celle-ci ont donné lieu à beaucoup de perplexité : il n'est plus exclu, en fait, que le soir du 7 juillet, rue Velia, plusieurs couteaux aient été utilisés. En effet, le couteau de Marini, par ses dimensions, n'aurait pas pu provoquer la profonde blessure qui a touché Falvela au cœur.

Il y a eu un moment de forte tension quand Marini a demandé à faire des « déclarations importantes » : il a affirmé que le soir précédent, dans la prison de Salerne, un détenu était mort d'une crise d'asthme, qu'il n'avait été ni soigné ni visité et que les responsables de sa mort étaient le médecin, la direction et les gardiens de la prison. Le président du tribunal, Fienga, a fait dresser procès-verbal de ses déclarations et a ordonné qu'elles fussent envoyées à « la Procura della Repubblica » pour les certifier.

Puis le père de Marini a raconté la vie de son fils et a terminé sa déposition en disant que dans la période précédant les faits, Marini avait reçu beaucoup d'appels téléphoniques anonymes avec des menaces de mort.

La seconde audience de la



semaine a donné une tournure décisive au procès du compagnon Marini. En fait, durant un témoignage d'importance secondaire, Marini a réagi verbalement aux paroles du témoin, niant ce qu'il disait. Le juge Fienga répondit durement à cette protestation, ce qui engendra une vive altercation au terme de laquelle le juge imposa à Marini de quitter la salle. Les compagnons présents ont commencé à protester contre cet abus en soutenant le refus de Marini. Entre-temps, Marini s'était couché à terre en s'agrippant à la balustrade ; les carabinieri l'ont alors tiré avec une telle force que la balustrade s'est brisée et Marini a été violemment transporté hors de la salle. Dans le même temps, les carabinieri sont intervenus contre le public, chargeant et bastonnant sans discrimination. Après ces incidents, l'audience a été suspendue.

A la reprise de la séance, le juge, prenant comme excuse les incidents survenus peu avant, décida de suspendre le procès et de le renvoyer jusqu'à nouvel ordre. On parle d'octobre. Avec cette décision se conclut le procès de Marini pour l'instant. Les défenseurs ont immédiatement demandé la liberté provisoire qui a été refusée. En conséquence, les avocats de la défense ont décidé de ne pas se présenter dans la salle en guise de protestation contre le comportement autoritaire du juge. Notre compagnon doit donc rester en prison au moins jusqu'au nouveau procès. Cependant, il a été subitement transféré de la prison de Salerne à celle de Potenza.

Aujourd'hui a eu lieu à Salerne une manifestation des anarchistes et extra-parlementaires de soutien au compagnon Marini.



à propos de l'avortement

On ne mendie pas un juste droit, On se bat pour lui W. REICH

Etat actuel de la législation (1)

C'est la législation de 1920 à 1923.

Par la loi du 31 juillet 1920 (« correctionnalisée » par celle du 27 mars 1923 qui en fait un délit d'intention) le crime d'avortement est constitué « dès qu'une femme en état de grossesse, réel ou supposé, pratique ou fait pratiquer des manœuvres, ou absorbe des produits qu'elle croit avoir un effet abortif, ou tente de le faire. Peu importe l'effet des manœuvres abortives, peu importe que la femme soit enceinte ou non. Il suffit qu'elle se croit enceinte pour être punissable ».

Les peines prévues en cas d'avortement sont :

- de 1 à 5 ans d'emprisonnement et amende pour l'avorteur ;
- de 6 mois à 2 ans et amende pour l'avortée.

Par ailleurs la tentative d'avortement encourt les mêmes sanctions que l'avortement lui-même.

Les membres du corps médical, ou des professions paramédicales, lorsqu'ils sont complices, sont jugés comme auteurs principaux du délit et peuvent être frappés d'une interdiction d'exercer. Le code de la famille, facilitant ainsi la répression, atténue en ce domaine la rigueur du secret professionnel : aucune peine n'est encourue après délation (notons que dans la pratique les médecins n'ont pas fait application de ce texte).

La loi NEUWIRTH (qui ne modifie rien en ce qui concerne

l'avortement) du 28 décembre 1967 réglemente la vente des produits et objets contraceptifs. Rappelons que les députés (il suffit pour s'en convaincre de lire les débats de l'Assemblée nationale de cette époque) ont pris des mesures pour en limiter l'application. Ainsi toute propagande antinataliste et anti-conceptionnelle est interdite.

Les Réformes

- La loi PEYRET. C'est le projet du gouvernement. Trois conditions sont posées pour pouvoir avorter :

- vie de la mère menacée ;
- risque d'anomalie chez l'enfant ;
- grossesse due à un acte criminel (inceste) ou viol.

Peyret avoue lui-même que son projet n'a rien de révolutionnaire. « Vouloir être trop libéral, dit-il, c'est prendre le risque de supprimer tout effort moral, de favoriser un certain avilissement ».

- La proposition du parti communiste.

Mis à part le fait que les mesures répressives sont supprimées et qu'elle tient compte des indications médico-sociales, les conditions fixées sont les mêmes que celles du gouvernement.

- La proposition du parti socialiste.

C'est la même que celle de l'Association « CHOISIR » :

« Toute femme pourra se faire avorter librement jusqu'à la

12^e semaine de grossesse. Au cas où la grossesse remonte à plus de 12 semaines, mais ne dépasse pas 24 semaines, la femme devra s'entretenir avec un médecin de son choix et un conseiller familial et social. En dernier ressort, la femme prend seule sa décision.

« Au-delà de la 24^e semaine, pourront seuls être autorisés les avortements dans le cas où la grossesse met en danger la vie de la femme, ou si l'enfant risque de naître gravement handicapé. »

- La proposition du parti socialiste unifié.

Elle est sensiblement la même que celle du P.S.

POUR LA LIBERALISATION DE L'AVORTEMENT

Les femmes doivent avoir la possibilité de choisir quand et avec qui elles veulent un enfant. Une femme, et elle seule, peut disposer de son ventre et de ce qu'il y a dedans. Encore que le problème soit mal posé.

De même qu'il n'y a pas un problème sexuel indépendant des autres problèmes sociaux (2), le problème de l'avortement n'est qu'un aspect particulier du problème général des rapports humains. L'avortement ne concerne pas uniquement la femme qui ne veut pas avoir d'enfants (en l'absence d'une véritable information sexuelle, certaines mères de famille utilisent l'avortement pour limiter le nombre de leurs enfants) mais surtout celle qui, à cause de ses condi-

tions d'existence, ne veut pas en avoir.

Une enquête d'Anne-Marie DOURLIN-ROLLIER (« La vérité sur l'avortement » révèle les motifs qui poussent les femmes à se faire avorter.

- Pour 37,8 % des femmes, c'est le motif économique : insuffisance du logement et des ressources.

- Pour 36,02 % une raison psychologique : soit qu'elles ont déjà un enfant (femmes mariées), soit la crainte des parents « filles-mères ».

- 14,5 % motif social : les femmes mariées quand elles sont divorcées, les célibataires, si leur ami est marié !

- 11,6 % motif médical : ignorance en matière contraceptive par exemple.

Précisons que la répression judiciaire frappe uniquement les femmes de condition modeste qui n'ont pas la possibilité de se faire avorter dans des cliniques à l'étranger, c'est-à-dire dans des conditions d'hygiène et de sécurité normales.

Cependant, l'avortement ne doit être considéré que comme le dernier recours ; ce n'est pas un moyen contraceptif et ce n'est pas la meilleure solution tant au point de vue psychologique que financier.

Il ne s'agit pas comme le font les « moralistes » judéo-chrétiens, qui voient dans la libéralisation de l'avortement une attaque

contre la hiérarchie catholique (famille, mariage et son rôle) de se poser en défenseur de l'ordre moral. La lutte pour l'avortement doit être menée avec en parallèle une véritable information contraceptive. C'est-à-dire, alors que 6 à 7 % des femmes, seulement utilisent la pilule (100 % de réussite), contrecarrer la véritable campagne d'intoxication faite par une certaine presse (particulièrement le « Parisien Libéré ») et où il est question de « pilule qui donne le cancer », de « pilule qui donne des monstres »... (Le Ministère de la Santé a rappelé récemment qu'il n'existe aucune preuve de la nocivité des contraceptifs oraux).

En matière sexuelle, la morale n'a rien à voir. Il ne s'agit pas de substituer un morale par réaction à une autre morale. Nous devons aspirer à former des êtres responsables et émancipés en démystifiant la répression sexuelle qui veut nous soumettre à la société autoritaire.

Il faut réinventer l'amour.

ANGEL-JOQUIN PINO

1) Documents utilisés (largement) :

- HISTOIRES D'A. Film de Charles BELMONT et Marielle ISSARTEL.
- AVORTEMENT-CONTRACEPTION I et II

Numéros spéciaux hors série de « Recherches Universitaires », édités par la MNEF (Mutuelle Nationale des Etudiants de France).

- Conversations personnelles avec Dominique NADAUD.
- RECUEIL INTERNATIONAL DE LEGISLATION SANITAIRE. Vol 21, n° 3, publié par l'Organisation mondiale de la santé. Genève 1970.

(2) Mathilde NIEL, Le Monde Libéral, février 1973, n° 187.

ARISTIDE LAPEYRE N'EST PLUS

Combien trois mots peuvent être lourds de sens, évoquer de souvenirs et susciter de peine.

Aristide n'est plus.

La nouvelle nous parvient alors que le journal est bouclé, et sans qu'il nous soit permis de dire ici ce que nous devons à une existence aussi remplie.

Cette évocation, que contiendra notre prochain numéro, je ne peux pas la résumer en quelques mots ; ce serait trahir le militant et le propagandiste qu'il fut.

Et puis j'ai le cœur trop gonflé pour en parler aujourd'hui, je peux tout juste assurer à Odette, sa compagne, à son frère Paul et à tous les siens que « la grande famille anarchiste » - comme il la nommait - est de cœur avec eux dans l'épreuve qui est la leur et qui est la notre aussi.

Maurice LAISANT

NECROLOGIE

Alfred THEBAULT n'est plus. Il est décédé dans la nuit du 12 au 13 mars à l'âge de 81 ans. Compagnon de DURAND dans les luttes syndicales du Havre, il fut un des responsables de la grève des Tréfileries du Havre, pendant la guerre 14-18. Il y était requis civil, sa mauvaise vue l'ayant exempté de l'armée.

A la fin des hostilités, congédiés dans l'heure de la levée de sa réquisition, il dut quitter Le Havre où aucun patron n'acceptait de l'employer. Il s'installa à Rouen. Après quelques occupations diverses, il devient forain. A l'occasion de ses nombreux déplacements, il se dépense sans compter toute sa vie. Sur le plan de la solidarité effective - devenue rare de nos jours - il restera un exemple, puisque même dans ces dernières années et malgré des ressources très réduites, il n'a jamais laissé un ami dans la gêne. C'est un excellent camarade et un lutteur infatigable qui disparaît. Il part trop tôt, lui, si passionné du devenir de l'humanité, à l'heure où tout semble remis en question. »

Le directeur de la publication :
Maurice Laisant

Imprimerie POINT 2000 - Paris XI^e
Diffusion S.A.E.M. - Transports Presse
Commission paritaire : N° 28.639

il se passe toujours quelque chose aux Galeries Lafayette...

La preuve : ceux qui se promenaient dans le secteur le vendredi 22 mars vers 17 h ont pu assister à une manifestation d'un genre particulier.

En effet, un car revenant de Hollande s'était mis en stationnement à l'angle du boulevard Haussmann et de la rue Lafayette à Paris. Cet autocar ramenait d'Amsterdam quarante femmes qui s'y étaient rendues pour avorter. Sur les côtés du véhicule, une banderole (« Oui, nous venons d'avorter en Hollande ») et aux fenêtres des affiches du M.L.A.C. (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception) qui avait décidé cette action afin de sensibiliser l'opinion publique.

Pour le M.L.A.C., il ne s'agissait pas d'organiser une manifestation de grande envergure, mais plutôt de créer de petits rassemblements afin de distribuer des tracts, tout en expliquant aux passants le sens des revendications, à savoir : CONTRACEPTION ET AVORTEMENT LIBRES ET REMBOURSES.

Cette action semblait rencontrer la sympathie des passants,



jusqu'au moment où les inévitables « gardiens de la paix » sont intervenus pour disperser les manifestants. Les flics étant aussi calmes qu'à l'accoutumée, quelques incidents ne tardèrent pas à éclater, et des coups furent échangés. Curieusement, la foule au lieu de scander « Merci aux gardiens de la paix », se mit à crier « Flics, fascistes, assassins ! ». Décidément, le départ de Marcellin ne semble pas avoir changé grand chose !

Bref, les manifestants ont été rapidement dispersés, mais les tracts ont quand même été lus. Ils se terminaient par un appel à la manifestation qui doit se dérouler le 6 avril à 15 h à l'Opéra.

Espérons que ce sera un nouveau pas vers le triomphe d'une cause que, pour leur part, les anarchistes défendent depuis plus d'un demi-siècle.

Ramon PINO

INFORMATIONS SUR L'IMPRIMERIE

LAROUSSE, Informatique 300 000, Moriamé, Darboy, on ne compte plus aujourd'hui les entreprises de l'industrie graphique qui disparaissent, particulièrement dans la région parisienne, après « l'Illustration », Hénon, Lang-Grandemange, etc. Des menaces planent sur Georges-Lang (2 400 ouvriers) et, dans l'édition, sur l'Encyclopédie Universalis, le Nouveau Robert et Grolier International. Recenser le nombre de postes perdus par les travailleurs du livre dans Paris et sa banlieue est difficile à titre de repère : 30 521 en 1968, les travailleurs syndiqués à la F.F.T.L. ne sont plus que 26 403 en 1974...

UNE INDUSTRIE EN TRANSFORMATION

Trois causes sont sans doute intermêlées dans ce processus. D'abord et avant tout le jeu normal de la rationalisation capitaliste.

La recherche du profit maximum tend à faire disparaître les entreprises dans lesquelles le processus de production était complet, à savoir composition, tirage, brochage. Le secteur le moins rentable, la composition, est souvent sous-traité chez de petits patrons où l'exploitation est maximale, les gros capitaux se portant sur l'investissement dans les moyens d'impression, où le fort tirage fait le gros bénéfice. Nous verrons plus loin que des progrès techniques très importants ont exacerbé la concurrence, notamment au niveau de l'investissement en tirage offset et en photocomposition.

Les divers plans ont considéré que la France n'était pas un pays à vocation d'imprimerie ; un certain ralentissement des aides publiques et privées a contribué à placer l'imprimerie française en position de moindre résistance, face aux arts graphiques d'Allemagne fédérale, d'Italie et des Pays-Bas. Pour donner un exemple, dans le sud de la Hollande, l'imprimerie Smet, équipée uniquement en impression offset, est apparemment trois fois plus importante que Georges-Lang.

Industrie à structure ancienne - beaucoup de maison à direction individuelle, peu de participations bancaires, peu de possibilité de renouvellement technique par manque de trésorerie -, industrie au développement technologique peu important qui n'avait pas encore subi la mutation de l'électronique, l'imprimerie est au seuil d'une très importante évolution, en rupture complète avec ces dernières années.

C'est le nouveau type de capitalisme, avec une plus grande importance donnée aux capitaux bancaires, qui s'introduit aujourd'hui dans le livre, avec ses nouvelles méthodes de gestion. Les nouveaux directeurs n'ont plus d'attache avec l'imprimé, le livre véhicule de la culture, ou même avec la mentalité des vieux maîtres imprimeurs, durs à la détente, mais qui restaient « du métier » ; pour ces jeunes loups fabriqueurs des boîtes de conserves, du pâté en croûte ou de l'imprimé n'a pas d'importance ; seul compte le bilan annuel !

En second lieu, et nous en avons esquissé plus haut quelques conséquences, la troisième révolution industrielle - celle de l'électronique -

fait irruption brutalement dans les industries graphiques et particulièrement dans la composition des textes et le montage des pages.

A l'inverse de l'impression qui a subi des développements progressifs sinon sans-coups, passant du procédé typographique (impression en relief en plomb), à l'héliogravure (impression en creux) et à offset (impression caoutchouc avec intermédiaire), la composition des textes n'avait pratiquement pas évolué qualitativement depuis l'invention de la linotype en 1884 et de ses dérivés (ludlow, monotype, etc.). Depuis une dizaine d'années, des procédés de composition photo-électrique suppriment radicalement le plomb et le remplacent par des films ou du papier. Le dernier cri en matière de photocomposition est la composition dite « au kilomètre », couplée d'un « lecteur optique », dans laquelle un appareil déchiffre une copie dactylographiée dans un caractère « ad hoc ». L'ouvrier lit sur un écran cathodique le résultat de l'opération et n'intervient manuellement qu'en cas d'erreur. La lecture, la codification, la frappe, les coupures de mot en fin de lignes sont effectuées par un ordinateur.

Enfin, le montage de ces textes est effectué par un « typo monteur » qui, au lieu de manipuler des lignes de plomb habituelles, découpe - aux ciseaux - et colle des films.

Enfin, la troisième raison importante est la décentralisation.

On pourrait, en ce qui concerne ce problème, tirer des conclusions hâtives et dire que l'industrialisation des zones rurales ou semi-rurales est, en soi, un bien. Sans doute créer des emplois alors que beaucoup de régions sont sous-équipées est un facteur positif.

Mais à quelles conditions ? Dès 1846, dans « le Système des contradictions économiques » Proudhon observait que le progrès technique dans le système capitaliste - procédés moins fatigants, moins sales, productivité meilleure, produits finis plus beaux - ne se faisait pas au profit de la classe ouvrière mais était prétexte pour le patronat et l'Etat à attaquer les acquis des travailleurs, par la déqualification, la politique des bas salaires pour les nouveaux métiers et surtout le chômage. Notre vieux camarade voyait juste ; aujourd'hui, dans le livre, nous pouvons en constater une parfaite démonstration.

La méthode suivie est presque partout et toujours la même.

Une entreprise décentralise : elle vend une partie ou la totalité de ses bâtiments et de son terrain, solide opération financière. Elle achète du terrain à bas prix et s'installe aidée par les fonds publics sous forme de subventions ou de dégrèvements d'impôts.

Seul le personnel d'encadrement - comme on dit - avec quelques compagnons hautement qualifiés suivent. La main-d'œuvre est recrutée sur place. Parfois, comme pour la filiale de Georges-Lang à Noyon, la Sonodim, un C.E.T. a été créé un peu auparavant, ce qui permet de recruter sur place des jeunes fraîchement émoulus de l'école et sans tradition et formation syndicales.

Après quelques bavures de départ, le patron « décentralisé » se retrouve

avec une usine neuve qu'il a construite avec les fonds de l'Etat, des bénéfices issus d'une opération immobilière, des ouvriers tout frais qui n'osent pas trop bouger - s'ils étaient licenciés où iraient-ils travailler ? - et il s'est débarrassé de la section syndicale qui lui collait aux chausses depuis vingt ou trente ans puisque la très grande majorité de ses anciens ouvriers sont restés sur place... aux ASSÉDIC !

Evidemment ce monsieur mange son pain blanc ; dans quelques années, ses concurrents l'auront rejoint et ses ouvriers se seront organisés. Mais en attendant charbonnier est maître chez lui et licenciements des malpolis, non-respect des conventions collectives et des lois sociales sur le travail de nuit ou les heures supplémentaires ; vexations et toutes formes d'arbitraire vont bon train !

LA SITUATION SYNDICALE

Comme chaque militant le sait, la situation syndicale est très largement influencée dans l'imprimerie par la Fédération française des travailleurs du livre (F.F.T.L.), confédérée à la C.G.T. Issue de la vieille Fédération des typographes, elle regroupe plus de la moitié des travailleurs du livre, avec un syndicat national des employés et un syndicat national des cadres qui lui sont affiliés.

Elle possède des caractéristiques propres, qui sont dues notamment au fait qu'elle n'a pas scissionné lors de la constitution de la C.G.T.-F.O., et a su conservé son unité, mises à part quelques sections.

Question chiffre, elle représente entre 75 000 et 80 000 adhérents, alors que les deux autres confédérations n'en regroupent sûrement pas plus de 5 000 à 6 000...

D'abord animée par des « réformistes », sa direction est peu à peu prise en main par des militants proches du parti communiste qui la transforment en une organisation analogue aux autres fédérations de la C.G.T. Cela ne se fait pas sans heurts et sans discussions.

Pourtant, nous devons être clairs ; être libertaire, c'est aussi regarder la vérité en face. La conservation de l'unité a été suivie pour l'ensemble des travailleurs du livre de conséquences positives ; l'absence de rivalité entre les organisations syndicales, le poids que représente la F.F.T.L. face aux patrons ont donné des résultats appréciables jusqu'à aujourd'hui en ce qui concerne l'action revendicative, les salaires, les conditions de travail et les libertés syndicales.

Les autres syndicats sont trop absents des luttes pour être crédibles. La C.F.D.T. parce que pas assez implantée et sans tradition ouvrière dans cette branche d'industrie ; F.O. parce qu'une habitude - néfaste - de collaboration de classes anime ses militants dans le livre. C'est une grave accusation ; mais qu'on juge ! A Saint-Ouen s'est constituée depuis quelques années une entreprise de photocomposition, la S.S.B., qui emploie une quarantaine de personnes. Le patron, M. Rousseau, jeune loup plein de suffisance - applique des méthodes dignes de l'époque de l'industrialisation et estime qu'un paternalisme plein de morgue imbécile suffit à contenter ses ouvriers. Il ne respecte ni les lois sociales, ni les conventions collectives, licencie les candidats délégués, signe des accords

qu'il bafoue le lendemain ; résultat, bien sûr, la grève. Gentille, sans piquet et sans violence. Quelques jours avant son déclenchement une section F.O. est constituée, qui a des délégués. Mais elle ne fait pas grève ; bien au contraire, ses adhérents redoublent d'efforts pour rendre service à leur patron.

Des camarades d'un syndicat parisien prennent contact officieusement avec le syndicat F.O. Réponse : « Nous ne ferons pas grève avec vous, dans tous les cas ! ». Il a fallu sept semaines de grève pour que M. Rousseau signe un accord reconnaissant qu'il respecterait les conventions collectives !

Autrement dit, dans ce cas, le syndicat F.O. du livre a recruté des jaunes !

ET MAINTENANT ?

Il est bien sûr que le syndicalisme a besoin facile - enfin relativement - lorsque le secteur où il organise la classe ouvrière est en expansion. C'est une autre affaire lorsque la branche d'industrie est en régression, pis encore lorsque cette régression s'accompagne d'une mutation technique.

En outre, l'action directe n'a jamais été, dans sa majorité, l'orientation de la F.F.T.L. Et les patrons, il y

a vingt ou trente ans, signaient vite - échelle mobile, vacances d'hiver, conditions de travail supportables - dans la presse on ne pouvait guère aller plus loin dans le système capitaliste, et on respectait des travailleurs qui pouvaient tout arrêter !

On prit vite de mauvaises habitudes ; celles des réunions semestrielles où les patrons pliaient presque facilement.

Et puis, un jour, ceux-ci, dénoncèrent les annexes techniques, accords qui spécifient le volume de travail, les cadences et l'équipement en hommes des machines. Unilatéralement. Et la valse des fermetures et restructurations commença. Elle continue. On peut dire que, malgré des luttes assez importantes, les directions syndicales semblent dépassées par les événements. La perspective qu'elles pensent avoir dans le programme commun tend à les illusionner.

Quelles solutions pouvons-nous proposer ? Quel rôle peuvent avoir les libertaires dans cette conjoncture ?

C'est ce que nous examinerons ensemble dans un prochain article.

A. DEVRIENDT
J. TOUBLET

DANS LES BANQUES AU HAVRE

Au Havre aussi, le personnel bancaire est en grève et face au durcissement et à l'intransigeance de l'A.P.B. (Association professionnelle bancaire) la cohésion et l'unité des grévistes est un sérieux atout à conserver.

Les revendications du personnel bancaire sont somme toute assez modestes. Alors que les directions confédérales s'accordent pour admettre que l'on peut difficilement vivre avec moins de 1 500 F par mois, les syndicats des banques demandent 1 300 F à l'embauche il est vrai sur 14 mois et demi.

Les autres revendications prioritaires sont :

- prime fixe de 400 F uniforme au titre de rattrapage du pouvoir d'achat de 1973 ;
- Au 1^{er} janvier, 20 points supplémentaires pour tous ;
- Sécurité du personnel. De plus en plus, les patrons ouvrent des succursales où il n'y a bien souvent qu'un employé. Les grévistes disent halte aux ouvertures sauvages de bureaux ! ils veulent des guichets permettant au personnel d'être protégé en cas d'attaque des bureaux. L'héroïsme ça ne paye pas ! Si on prend une balle dans le corps pendant un hold-up, ce n'est même pas un accident de travail !

Ce n'est pas l'aumône que proposent les grands patrons bancaires qui vont satisfaire les grévistes.

Les banquiers peuvent payer !
C'est la B.N.P. qui, au Havre,

a déclenché le mouvement, très vite, les autres établissements bancaires ont suivi ; le Crédit Lyonnais, Crédit du Nord, C.C.F., Crédit Industriel de Normandie, même la Société Générale qui n'avait pas fait grève depuis 1957 !!

Il est important de noter comment se passe l'organisation de cette grève.

Signalons d'abord une inter-syndicale en accord parfait sur la conduite à tenir ; la CFDT, la CGT, FO, la CFTC et le SNB (CGC) tiennent tous les matins une assemblée avec les grévistes.

Tout le monde fait le point de la situation locale, on accueille les nouveaux grévistes.

Ensuite, après avoir reçu les nouvelles sur la situation nationale, sur les positions syndicales et patronales, sur le résultat d'éventuelles négociations, on fixe l'emploi du temps pour la journée, l'attitude à adopter localement (rapports avec la presse, information, etc.).

Jusqu'à alors, aucune proposition patronale n'a été jugée satisfaisante, tout ce qui a été lâché existe déjà dans les faits et les employés en bénéficient (18 000 F par an, révision tous les cinq ans des salaires, primes de transport).

Le combat continue, les banquiers peuvent payer, il faudra bien qu'ils cèdent !

Groupe Jules DURAND
Le Havre

les principes de l'organisation anarchiste Archinow

Les positions générales constructives exposées plus haut constituent la plate-forme d'organisation des forces révolutionnaires d'anarchisme.

Cette plate-forme, contenant une orientation théorique et tactique déterminée apparaît comme le minimum auquel il est nécessaire que se rallient d'urgence tous les militants du mouvement anarchiste organisé.

Sa tâche est de grouper autour d'elle tous les éléments sains du mouvement anarchiste en une seule organisation générale, active et agissante d'une façon permanente : l'Union Générale des Anarchistes. Les forces de tous les militants actifs de l'anarchisme devront être orientées vers la création de cette organisation.

Les principes fondamentaux d'organisation d'une Union Générale des Anarchistes devront être les suivants :

1) L'UNITÉ THEORIQUE

La théorie représente la force qui dirige l'activité des personnes et des organisations par une voie définie et dans un but déterminé. Naturellement, elle doit être commune pour toutes les personnes et toutes les organisations adhérant à l'Union Générale. Toute l'activité de l'Union Anarchiste Générale, aussi bien dans son ensemble que dans les détails, doit être en concordance parfaite et constante avec les principes théoriques professés par l'Union.

2) L'UNITÉ TACTIQUE OU METHODE COLLECTIVE D'ACTION

Les méthodes tactiques employées par les membres séparés ou les groupes de l'Union doivent également être unitaires, c'est-à-dire se trouver en concordance rigoureuse aussi bien entre elles qu'avec la théorie et la tactique générales de l'Union.

Une ligne tactique commune dans le mouvement a une importance décisive pour l'existence de l'organisation et de tout le mouvement : elle le débarrasse de l'effet néfaste de plusieurs tactiques s'opposant les unes aux autres, elle concentre toutes les forces du mouvement, leur fait prendre une direction commune aboutissant à un objectif déterminé.

3) LA RESPONSABILITE COLLECTIVE

La pratique d'agir sous sa responsabilité personnelle doit être condamnée et rejetée, d'une façon décisive, dans les rangs du mouvement anarchiste.

Les domaines de la vie révolutionnaire, sociale et politique sont, avant tout, profondément collectifs par leur nature. L'activité sociale révolutionnaire ne peut pas se fonder, dans ces domaines, sur la responsabilité personnelle des militants isolés.

L'organe exécutif du mouvement anarchiste général l'Union Anarchiste se dressant de manière décisive contre la tactique de l'individualisme irresponsable, introduit dans ses rangs le principe de la responsabilité collective : l'Union tout entière sera responsable de l'activité révolutionnaire et politique de chaque membre ; de même, chaque membre sera responsable de l'activité révolutionnaire et politique de toute l'Union.

4) LE FEDERALISME

L'anarchisme a toujours nié l'organisation centralisée, aussi bien dans le domaine de la vie sociale des masses que dans celui de son action politique. Le système de centralisation tient sur l'amoindrissement de l'esprit de critique, de l'initiative et l'indépendance de chaque individu et sur la soumission aveugle de vastes masses au « centre ». Les conséquences naturelles inévitables de ce système sont l'asservissement et la mécanisation de la vie sociale et de la vie des partis.

A l'encontre du centralisme, l'anarchisme a toujours professé et défendu le principe du fédéralisme, qui concilie l'indépendance et l'initiative de l'individu ou de l'organisation avec le service de la cause commune.

En conciliant l'idée de l'indépendance et de la plénitude des droits de chaque individu avec le service des nécessités et des besoins sociaux, le fédéralisme ouvre, par cela même, les portes à toute manifestation saine des facultés de chaque individualité.

Mais assez souvent le principe fédéraliste fut déformé dans les rangs anarchistes : on le comprenait trop souvent comme le droit de manifester surtout son « ego », sans l'obligation de tenir compte des devoirs à l'égard de l'organisation.

à propos de la "PLATE-FORME D'ARCHINOW"

par Maurice Joyeux

La « Plate-forme organisationnelle des communistes libertaires » plus connue sous l'appellation de « Plate-forme d'Archinow », du nom du militant anarchiste russe qui fut l'un de ses rédacteurs, a déjà beaucoup servi ! Avec certains écrits de Bakounine elle possède le privilège de constituer le principal texte de référence de ceux qui ont essayé de détruire l'organisation anarchiste et, périodiquement, nous voyons des marxistes qui désirent se refaire une beauté et qui, pour cela, essaient d'attirer les anarchistes et surtout les anarcho-syndicalistes parmi eux, ressortir ce texte de l'oubli et le brandir comme un drapeau destiné à exorciser l'incroyable anarchie. Et si l'on sait que cette proposition organisationnelle est comme les textes de Bakounine qui sont souvent cités par des gens qui ne les ont jamais lus ou qui, dans le meilleur des cas, ne les connaissent que de deuxième main, on comprend la méfiance des anarchistes chaque fois qu'un journaliste marxiste complaisant avance pour justifier une dissidence dans nos rangs la « Plate-forme d'Archinow ».

Ce texte d'Archinow mérite-t-il l'opprobre des anarchistes ou l'approbation enthousiaste des marxistes qui essaient de se dissimuler sous le masque de l'anarchie ? Assurément non ! Comme sa vieille rivale, la « Synthèse anarchiste » élaborée par Sébastien Faure, la « Plate-forme d'Archinow » a bien vieilli, ou plutôt a mal vieilli et pour ma part je n'ai jamais fait dans aucun des textes que j'ai écrits référence à l'une ou à l'autre. Mais voyons donc l'origine et le contenu de ce document qui date maintenant de près de cinquante ans (fin 1926).

La « Plate-forme » peut, un peu arbitrairement, être divisée en deux parties.

La première partie, la plus importante, est de circonstance. Elle fut élaborée par des militants anarchistes russes réfugiés en France après l'écrasement de Makhno et de ses partisans et forcément l'analyse sera profondément marquée par des événements récents qu'ont vécus les rédacteurs, comme elle sera également marquée par l'échec du syndicalisme révolutionnaire en France ou la légèreté de certains ouvriers la voie à la bolchévisation du mouvement ouvrier français. La « Plate-forme » ne possède pas l'éloignement qui permet d'apprécier les événements et d'en tirer des conclusions avec sérénité. Cependant, si cette particularité limite la portée de l'analyse contenue dans la « Plate-forme », cela ne veut pas dire que tout ce qu'elle contient est à rejeter, bien loin de là ! Maurice Fayolle avait raison de reprendre l'esprit et non le lettre des propositions faites pour donner à l'organisation anarchiste plus de cohésion et plus d'efficacité. La mauvaise réputation de la « Plate-forme » tient plus aux manipulations que les marxistes de gauche lui ont fait subir qu'au texte qui, comme tous les autres textes, contient à côté de jugements circonstanciels des vues théoriques constantes et solides.

La seconde partie, que seule nous publierions dans cette étude, faite de place, offre un caractère différent. Plus ramassée, elle se propose comme la suite logique de l'analyse historique qui la précède et, par conséquent, elle sollicite plus la critique. Son titre « Principes d'organisation anarchistes » dit bien ce qu'il veut dire et c'est surtout à ce texte que « La Synthèse » répondra : c'est ce texte que nous analyserons plus loin. Cependant, il semble bien que les militants du groupe Dielo Trouda qui rédigèrent ces propositions accentueront dans leurs « Principes d'organisation » les méthodes d'organisation qui se dégagent de leur analyse historique, et que leur déception profonde se traduira par une recherche de l'efficacité à travers une centralisation organisationnelle inusitée dans les milieux libertaires. Et cela est si vrai que même si leurs propositions sont loin d'avoir le caractère de centralisation bolchéviste comme on les en a parfois accusées, elles contiennent incontestablement les germes des déviations que nous avons connues depuis. Et c'est leur caractère équivoque qui permet aujourd'hui aux marxistes de gauche, « bonnes âmes penchées sur les vieux anarchistes », de tenter une fois de plus de les désagréger. Sans autre succès d'ailleurs que de les dériver d'éléments douteux ! Mais enfin, ne trouvez-vous pas qu'ils feraient mieux de se pencher sur « l'unité », sur « l'efficacité » de leur propre théorie ?

Si l'on comprend, sans l'approuver, ce sentiment qui conduisit nos camarades à rechercher l'efficacité à travers un resserrement des disciplines de groupes et si l'on conçoit que la réussite de la révolution russe ait pu peser sur leur manière de voir, on comprend moins ou on comprend trop les « petits Rastignac » du gauchisme qui mettent leurs pas dans ceux des rédacteurs de la « Plate-forme ». En 1926 on pouvait croire à l'efficacité du groupement discipliné et centralisé, avant-garde de la classe ouvrière. Aujourd'hui, des expériences qui se sont déroulées à tous les carrefours du monde nous ont appris que l'avant-garde disciplinée dans le parti ou le groupe du prolétariat n'établissait pas l'égalité, la liberté, le socialisme, mais la domination d'une nouvelle classe dirigeante camouflée derrière les mots nobles enfantés par le socialisme. Qui Archinow et ses amis étaient excusables, mais leurs successeurs, eux, ne peuvent pas ignorer où de telles pratiques ont conduit la classe ouvrière et c'est consciemment qu'ils jouent la relève de la classe dirigeante bourgeoise par une nouvelle classe dont ils seront les plus distingués représentants.

Nous avons toujours été conscients du danger que représentait cette interprétation des textes circonstanciels et nous avons dit dans ce journal ce que nous pensions des « amis » qui, savamment, le présentaient au public afin de le sauver de l'avenir de l'anarchie. Les bons apôtres ! La situation en Italie, dont j'ai parlé dans le dernier numéro de notre journal, a remis sur le devant de la scène la « Plate-forme d'Archinow ». C'est la raison supplémentaire qui nous a conduits à confectionner ce double page. Vous y trouverez, en dehors de cette présentation, « les Principes d'organisation », conclusion de la « Plate-forme » et une analyse de ces principes, ce qui permettra à chacun de juger avec des éléments solides.

M.J.

quelques réflexions sur l'organisation anarchiste à partir de la "plate-forme d'Archinow"

Le sentiment qui domine, lorsqu'on a pris connaissance des propositions pour l'organisation des anarchistes par Archinow et ses amis, c'est leurs contradictions qui sont les contradictions de cette époque, laquelle va voir l'autorité enterrer le socialisme au nom de la lutte des classes. Ils veulent — et personne ne songe à mettre en doute leur bonne foi — concilier la liberté, l'uniformité et l'efficacité. Ils ont devant les yeux les succès du léninisme et ils vont essayer de marier la pensée libertaire avec la rigidité toute militaire de l'organisation communiste. Ils n'ont pas compris que la proposition théorique était un tout, avec une économie, une forme d'organisation et une morale de comportement étroitement tributaires et qu'accoupler des éléments disparates du communisme avec d'autres tirés de l'anarchie, non seulement ne conférerait pas d'efficacité à la pensée libertaire, mais lui en retirerait. Chaque forme de pensée a la qualité de ses défauts. Lorsqu'on en adopte une, c'est qu'on a jugé que ses qualités étaient préférables. Par conséquent, les anarchistes devaient assumer les inconvénients de la liberté comme d'autres sont obligés d'assumer les inconvénients de l'autorité. Et j'ai plusieurs fois remarqué à ce sujet que les alliances contre nature n'avaient pas de descendance et que le mulet restait stérile !

Mais que nous dit-on au premier paragraphe de « l'organisation des anarchistes » ?

« Toute l'activité de l'Union générale des anarchistes aussi bien dans son ensemble que dans les détails doit être en concordance parfaite et constante avec les principes théoriques professés par l'Union ». Il apparaît que chacun pourrait s'accorder sur cette proposition qui semble raisonnable. Mais à une condition. Quels sont ces principes théoriques proposés par l'Union et quelles sont les méthodes employées pour que cette Union fasse connaître son opinion ? Et faute de courir le risque qu'un Congrès propose des théories marxistes à partir du centralisme démocratique, nous devons convenir que l'application de ce principe d'organisation ne peut être acceptée non pas comme préambule à une méthode d'organisation, mais comme conclusion à un débat théorique qui satisfait les militants de l'Union.

Mais voyons si le deuxième paragraphe apporte un peu de lumière sur ces problèmes.

« Les méthodes tactiques employées par les membres séparés ou les groupes de l'Union doivent également être

unitaires, c'est-à-dire se trouver en concordance rigoureuse aussi bien entre elles qu'avec la théorie et la tactique générale de l'Union. »

Cela aussi semble aller de soi ! Nous, les militants de la Fédération anarchiste, nous nous efforçons d'être en concordance parfaite avec les « Principes de base de la Fédération anarchiste ». Pourquoi ? Parce que ces Principes reflètent tous les aspects de la pensée anarchiste. Etre « Unitaire » devient plus difficile à définir. S'il s'agit de donner à toutes les activités humaines un caractère anarchiste, alors nous sommes unitaires. S'il s'agit d'organiser le socialisme libertaire de la même façon dans les vastes plaines de la Beauce que dans les parcelles de la Bresse, alors nous ne sommes plus unitaires, car unitaire devient synonyme de bêtise et d'autorité. Naturellement, les paysans de l'une ou l'autre de ces provinces adapteront le socialisme libertaire à la nature des sols, à l'histoire et aux traditions. S'ils ne le font pas, ils connaîtront les déboires du communisme agraire qui fut en Ukraine et ailleurs un échec.

Nous entrons alors dans le vif du sujet que précise le troisième paragraphe.

« L'organe exécutif du mouvement anarchiste général — l'Union Anarchiste — se dressant de manière décisive contre la tactique de l'individualisme irresponsable introduit dans ses rangs le principe de la responsabilité collective : l'Union tout entière sera responsable de l'activité révolutionnaire et politique de chaque membre... »

Nous sommes alors devant les structures d'un parti classique, ses congrès où se définissent sa majorité et sa minorité, ses éléments dirigeants qui, entre les congrès, « interprètent » les décisions ! Nous avons fait à la Libération un essai de ce système qui a abouti à l'éclatement de la Fédération anarchiste. De toute façon, même si le problème pouvait être posé en 1926 après l'échec russe, comme en 1945 après la dispersion de 1940 des anarchistes, une telle perspective d'organisation va contre le courant qui porte la jeunesse révolutionnaire vers la décentralisation et la suppression des appareils. On peut discuter de l'individualisme qui a sa place, mais rien que sa place, dans l'organisation anarchiste et il est certain que c'est cette espèce de dictature de l'individualisme mal compris qui, à chaque discussion, brandit le veto et bloque tout le travail collectif qui a poussé Archinow et ses amis à cette proposition conduisant à la dictature d'un appareil sur l'organisation. Nous sommes là devant une interprétation discutable du fédéralisme.

Mais justement le quatrième point est réservé au fédéralisme ! Que nous dit-on ?

« A l'encontre du centralisme, l'anarchisme a toujours professé et défendu le principe du fédéralisme qui concilie l'indépendance et l'initiative de l'individu ou de l'organisation, avec le service de la cause commune ». Parfait, mais alors comment concilier l'indépendance et l'initiative à partir d'une organisation « Unitaire » dotée d'une commission exécutive chargée de l'orientation théorique et organisationnelle de l'activité des organisations isolées, conformément aux options théoriques et à la ligne tactique générale de l'Union ? Nous sommes en pleine confusion et la « plate-forme » essaie de lier ensemble la liberté qui est le propre de la pensée anarchiste et l'autorité réputée comme la garante de l'efficacité. Je voudrais d'abord faire une remarque. A des recommandations de la « plate-forme » furent, à des périodes différentes, appliquées par des groupes anarchistes et le résultat fut non pas l'efficacité, mais l'éclatement de ces groupes et, aujourd'hui encore, les « plate-formistes » après un départ claironnant se sont morcelés, un autoritaire trouvant toujours un plus autoritaire que lui. En réalité, ils nous présentent une forme de fédéralisme accommodé à la sauce marxiste et qui n'a rien à voir avec le principe du contrat défini par Proudhon. Ce qui est le plus grave dans la proposition « plate-formiste », c'est qu'elle suppose, comme dans les partis politiques, un accord global sur toutes les questions évoquées dans un congrès d'orientation. Parmi les anarchistes, il existe des pacifistes, des révolutionnaires, des syndicalistes et d'autres qui ne le sont pas, etc. Si par exemple, à la majorité d'un congrès une décision est prise sur un de ces points particuliers, la minorité est obligée de s'incliner ou de s'en aller. Ce système n'a plus de fédéraliste que le nom. En fait, nous sommes devant une variante démocratique, qui est la loi du nombre.

Le fédéralisme, c'est le contrat sur un point bien déterminé de l'action à entreprendre, mais c'est la liberté sur tous les points qui n'ont pas pu faire l'objet d'un accord. Le but « déterminé et concret » de l'organisation anarchiste, c'est « de réunir tous les anarchistes partisans de l'organisation » et d'harmoniser à travers le lien fédéral les multiples facettes de l'action révolutionnaire. Je voudrais faire remarquer que c'est au nom de « l'Unité internationale des partis communistes » et pour « une tactique commune » décrétée par la III^e Internationale que le parti communiste chinois essaya à Chang-hai et à Canton les sanglants échecs que nous a décrits Malraux dans **Les Conquérants** et dans **La Condition humaine**.

« Les Principes de l'organisation anarchiste » sont remplis de formules que chaque anarchiste pourrait

reprendre à son compte et il est vrai que la coordination des efforts de tous les anarchistes est essentielle. Archinow et ses amis ont très bien senti les défauts de l'organisation anarchiste. Que l'effondrement du mouvement révolutionnaire après la prise du pouvoir des communistes en Russie les ait conduits à chercher des méthodes d'organisation plus efficaces, personne ne le leur reprochera, et dans ce domaine comme dans celui de l'analyse, la « plate-forme » reste une œuvre valable et à consulter. L'erreur des anarchistes russes groupés autour de la « plate-forme » fut de ne pas voir que d'autres raisons, qui étaient des raisons économiques et morales, avaient contribué au triomphe du bolchévisme sur l'anarchie et que ces raisons étaient de circonstance, comme étaient de circonstance les moyens employés pour les faire triompher. On n'a jamais recommencé la révolution russe et on ne la reconstruira pas dans son détail pour l'exporter. Chaque lutte révolutionnaire nécessite naturellement des adaptations de la théorie. Mais les limites de ces adaptations, c'est le but qu'on entend atteindre ; car sans cela, on construit un appareil efficace pour exploiter une situation, mais incapable de s'effacer lorsque l'heure de la reconversion du socialisme a sonné. C'est ce qui est arrivé à toutes les révolutions de l'histoire qui furent victimes de théories et de tactiques unitaires déterminées par des appareils, fruits des méthodes définies dans des congrès par des majorités manipulées par les dirigeants.

Il faut voir les choses clairement. La « plate-forme d'Archinow » ne resterait qu'un de ces multiples textes que l'on consulte à l'occasion après avoir fait la part des circonstances qui présideront à sa naissance, si le Mouvement anarchiste ne s'était pas trouvé, ces derniers temps, devant deux dangers qui ont mis son existence en péril !

Le premier, c'est le caractère même de la jeunesse qui, niant les partis politiques, s'est ruée vers une forme d'anarchie individualiste qui récusait toute forme d'organisation et rejetait les militants qui avaient un souci légitime de coordination des efforts. Naturellement ce nihilisme n'a qu'un temps et qui restera dans la voie poussera ceux de ces jeunes qui resteront dans la voie révolutionnaire vers l'organisation. Cependant, le même mouvement passionné qui les avait conduits à déborder l'anarchisme organisé, les précipitera vers l'organisation unitaire et vers des orientations et des tactiques une fois pour toutes définies. Ce reflux qui les fera enjamber la Fédération anarchiste les précipitera à la rencontre des partis politiques marxistes. Certains rencontreront la « plate-forme d'Archinow ». Ils se dilueront dans des organismes sans bases théoriques sérieuses et, finalement, éclateront et l'organisation des anarchistes aura à faire face à la fois à cet individualisme que dénonce la « plate-forme » et à la politisation à laquelle elle conduit inmanquablement.

Le second de ces dangers relève de l'état où se trouve l'opposition marxiste de gauche. Cette gauche révolutionnaire de tendance marxiste a connu depuis quarante ans des instants douloureux. Tantôt intégrés dans de maigres partis d'opposition sans aucun avenir tel le P.S.U., elle s'est trouvée collée à des politiciens en proie à l'électoratisme ! Tantôt mêlée aux trotskistes, elle s'est trouvée pulvérisée en mini-partis se livrant entre eux une guerre sans merci ! Parfois collée au mouvement syndical, le cul entre deux selles, elle n'a jamais pu choisir franchement entre le syndicalisme libertaire et le syndicalisme de partis et, par ce fait, elle a eu une responsabilité certaine dans l'affaiblissement du mouvement révolutionnaire français. Cette gauche révolutionnaire qui fut souvent composée de militants estimables n'a jamais su trouver son équilibre, ballottée de groupes en partis dont aucun ne lui donna jamais vraiment satisfaction. C'est depuis une dizaine d'années qu'elle a cru pouvoir trouver cet équilibre en mêlant à l'économie marxiste à laquelle, contre vents et marées, elle restait farouchement attachée, quelques principes libertaires destinés à donner du mou au carcan organisationnel où le léninisme l'avait enserrée. Et dans cette recherche douloureuse vers une assise révolutionnaire humaine, elle rencontra la « plate-forme d'Archinow ». Et celle-ci devint la tarte à la crème de tous les théoriciens gauchistes décidés à récupérer ce qu'il restait de la grande fête de Mai. Et nous vîmes les têtes pensantes de cette gauche révolutionnaire s'apitoyer sur nos malheurs (ils ne manquent pas de culot !) et à partir de la « Plate-forme » ils se livrèrent à un savant dénigrement des principes anarchistes en faveur de groupuscules pour qui la « Plate-forme » était devenue une nouvelle religion, groupuscules « dirigés théoriquement » par quelques intellectuels en mal de popularité.

Je disais plus haut que la « Plate-forme » était un document contestable de notre pensée, construit par des hommes qui, eux, étaient des anarchistes, mais qui, aveuglés par les circonstances, n'ont pas compris le danger de certaines de leurs propositions. Mais aujourd'hui, trente années d'expériences « révolutionnaires » dans le monde nous ont enseigné que le centralisme tourne le dos au socialisme, même lorsqu'il s'en réclame et accouche de nouvelles classes constituées par les appareils des partis. Il faut le dire. Et le dire, cela consiste à mettre la « Plate-forme d'Archinow » à sa vraie place et à dénoncer sans défiance ceux qui s'en servent pour recommencer l'aventure d'un socialisme qui, sous toutes les formes où il a été appliqué, a échoué !

Maurice JOYEUX

l'école en question

— La réforme Fontanet vise à sélectionner de façon accrue les jeunes qui pourraient accéder aux postes supérieurs de la société.

— Depuis quelques années, un grand nombre d'étudiants issus des classes moyennes accède au savoir. Ils sont les plus touchés par cette réforme.

— Ajustement à la loi Royer ; formation professionnelle chez les patrons.

Il convient de lutter contre cette aggravation du système actuel mais se borner à cette seule lutte serait demander le maintien de privilèges réservés à une élite.

Une analyse globale de l'école est nécessaire.

Celle-ci a trois fonctions imbriquées les unes dans les autres :

TRANSMISSION DES CONNAISSANCES

La qualité des connaissances assimilées doit être mise en doute :

— Très nette inflexion vers les sciences jugées « utiles » et offrant des débouchés. C'est le fric qui détermine le choix des étudiants.

— Critique assez habituelle : bachotage ! On apprend par cœur puis on oublie.

— Matières définies à l'avance, programmes et sujets bidons, d'où un désintéressement des étudiants pour les études.

— Tout un système oppressif bloque la créativité, les passions spontanées et vide les personnalités de leur originalité.

— Le diplôme reflète mal les connaissances acquises et ne peut être un critère valable pour déterminer les compétences de quelqu'un.

Le bagage d'un prof n'est pas du tout en rapport avec ses capacités pédagogiques.

STRATIFICATION SEGREGATIVE

— Inégalité sociale : recherche des travaux les plus « avantageux ». Mieux payés, plus estimés (prestige social), moins salissants et moins pénibles.

— La ventilation d'une classe d'âge vers les différentes professions doit être exactement ajustée à la demande d'emplois. Sinon, chômage et mécontentement des diplômés.

Noter le caractère bourgeois de ces luttes !

— Les étudiants issus des classes défavorisées sont éliminés :

— handicaps socio-culturels ;

— sélection par l'attitude face aux études (cf. Bourdieu et Passeron).

Malgré les recherches à ce sujet, il est pratiquement impossible d'atteindre une démocratisation effective de l'école.

En tout cas, le slogan « Egalité de chances » ne peut-être le nôtre car ce qui est à rejeter c'est qu'une personne de par ses compétences intellectuelles puisse dominer les autres. EGALITE SOCIALE !

Autrefois, la propriété foncière déterminait la hiérarchie sociale, puis ce fut la possession de capital, et maintenant la technocratie cherche à s'imposer en attribuant des « titres de compétence ». L'ECOLE SERT A LEGITIMER LES DIVISIONS SOCIALES.

DOMINATION IDEOLOGIQUE

La culture bourgeoise peut se définir par l'ensemble des valeurs engendrées par l'exploitation patronale et par l'autorité, mais la culture prolétarienne ne peut se définir en opposition à celle de la bourgeoisie. Si la classe dirigeante définit clairement les normes sexuelles, on ne peut, à l'opposé, exprimer quel doit-être le comportement des individus de la société socialiste. Tout au plus peut-on dire ce qu'il ne doit pas être.

Ce qui est à souligner est qu'un système d'exploitation ne peut se maintenir sans un asservissement des esprits et une autorité quelconque.

Par des préceptes moraux, des règles de conduites qui y sont appliquées, l'école est une institution oppressive exerçant une violence larvée.

— Rapports de maître à élève, copie parfaite des rapports de patron à ouvrier, de dirigeant à dirigé (autorité, hiérarchie, récompenses) ;

— valeurs propres de la société : Travail, Famille, Patrie, etc. ;

— Obéissance, soumission, discipline. Abêtissement des esprits en inculquant des règles de conduite visant à intégrer les jeunes et, comme la structure de la société s'adapte aux besoins du capitalisme, on les conditionne grâce à des directives sans finalités précises.

— Lutte individuelle (récompense, note, diplôme, « prime de travail »).

— Jugement des résultats : peut de mal faire, peur du ridicule, d'où déséquilibre affectif.

— Tout cela contribue à la destruction de la volonté, de la personnalité. On laisse son sort entre les mains d'autres personnes.

L'idéologie n'est pas une tâche de rouille sur un bon outil. Elle est liée en profondeur au fonctionnement même de l'école actuelle, liée à toutes les structures de l'institution.

QUELLE ECOLE PROPOSER ?

L'école par ses fonctions maintenant définies, n'est en fait que le PILIER DE L'ETAT. Tous les gouvernants ont besoin d'un peuple docile pour la victoire de leurs intérêts ! Changer l'école, comme supprimer l'armée, c'est déjà un processus révolutionnaire ! Nos propositions ne sont possibles que dans la société sans Etat.

L'Ecole doit éclater et s'ouvrir vers l'extérieur, vers la vie en devenant un lieu où on échange des idées, où

on écoute un exposé sur quelque chose qui nous intéresse. N'importe qui pourrait y venir sans autorisation, sans attestation de « compétence » ! Les intellectuels à l'usine et aux champs, les ouvriers...

On n'a pas besoin d'être agrégé pour venir parler de ce qui nous intéresse. Seuls les participants sont capables de juger de la qualité d'un cours. Un bon cours attire beaucoup de monde, un mauvais cours... Toutes les contraintes, toutes les sanctions doivent être abolies ! Un adulte n'a aucun droit sur un enfant ! Chacun a son univers, chacun a ses préoccupations, ses folies...

L'électivité des tâches pratiquées dans une économie autogestionnaire permet la dépréciation du diplôme comme seul critère de choix des employés. Seul l'intérêt personnel doit guider les « études », et permet d'ouvrir l'esprit vers tous les domaines de la vie. Célestin Freinet disait : « On ne fait pas boire un cheval qui n'a pas soif ! » et il est sûr que son expérience, combinée avec celle d'autres personnes (A.S. Neil, Hambourg,

Auroville...) constitue une aide vers cette réalisation. En 1920, les anarchistes d'Ukraine avaient appliqué les théories de Francisco Ferrer, sans attendre les consignes de Moscou qui étaient d'ailleurs fort différentes !...

QUELLES PEUVENT ETRE NOS REVENDICATIONS AUJOURD'HUI ?

Il n'est pas question pour nous de demander un quelconque replâtrage de l'enseignement actuel !

Réclamons la suppression TOTALE de la discipline dans les lycées, faisons que les 10 % deviennent 100 % avec aucune obligation d'assister aux cours ; axons notre lutte sur une GREVE ACTIVE mettant en pratique nos idées : COURS SAUVAGES, avec la participation de travailleurs qui expliquent leur métier, PLACE A L'ART, AUX ACTIVITES MANUELLES.

QUE LES LYCEES SAUVAGES SOIENT UN LIEU DE VIE, DE FETE, DE PASSIONS...

Gérard LINERAUD

Politique Fiction au C. L. E. C. d'Aplemont

Depuis au moins un an, au sein du Centre de loisir et d'échanges culturels d'Aplemont — un quartier haut du Havre — l'action d'un activiste maoïste n'était pas sans inquiéter les responsables « culturels » d'une municipalité où, du fait de sa position charnière, le P.C.F. a la majorité. Celui-ci entreprit une longue marche de reprise en main des lieux et de l'animation.

Au début de cette année la situation se présente de la façon suivante : deux minorités animées respectivement par les « néo » et les « archéo » staliens, des tenants des kolkhoziennes aux joues roses, les tenants de la marche irrésistible des peuples sous la conduite de la pensée profonde de qui vous savez... et entre les deux... des « non-alignés » des sans-partis et quelques anars et anarchisants.

A noter que la minorité stalinienne « orthodoxe » était par le fait de l'infiltration d'éléments appariteurs extérieurs au quartier la plus nombreuse.

Malgré ces antagonismes, le CLEC fonctionne à peu près sans anicroches jusqu'au début mars ; à ce moment, les « maos » dans l'optique de transformer le centre de loisirs en « base rouge » publient un bulletin d'information émanant d'adhérents du CLEC !

Ce bulletin a le don de provoquer des grognements à la fois chez les « non-alignés » et chez les membres du P.C.F. Ces derniers, pensant la situation mûre, déclenchent une action visant ni

plus ni moins à exclure les « maos ». La réaction de certains « non-alignés », qui refusaient de servir les desseins du P.C.F., l'ammène à une série de manœuvres bureaucratiques visant à écarter les personnes risquant de ne pas marcher dans la ligne ; ainsi, une camarade, indemnisée pour ses activités à l'atelier d'émaux, sous prétexte qu'elle était salariée par le CLEC, se vit refuser le droit de vote dans le comité de gestion alors que jusque-là, elle avait voté sans problèmes.

Ces misérables manœuvres n'ayant pas réussi leur œuvre, les autres responsables du comité de gestion jugent que l'exclusion des maos relève de l'assemblée générale des adhérents. Les membres « orthodoxes » dévalent alors leurs batteries, violent délibérément toute pratique démocratique, sans avertir les membres « non-alignés » du comité de gestion hostiles à la tentative d'exclusion, tentent d'en finir le 17 mars 1974.

Le hasard et pas mal d'oreilles indiscrettes firent que cette « exécution », loin de se produire avec toute la discrétion souhaitée, éclata en plein public. En effet, un grand nombre d'adhérents se trouvait présent ainsi que la plupart des administrateurs que l'on désirait tenir à l'écart.

Dans cette situation, les staliens et les éléments extérieurs au CLEC qu'ils avaient appelés à la rescousse (même un haut prêtre du P.C.F., spécialiste de la gifle de provocation aux vieilles militantes pas P.C.) tout ce beau

monde en vint aux provocations et aux coups !

Malgré la tension et contre leurs espérances, les maos et les non-alignés ne se prêtèrent pas à ce manège.

L'exclusion des maos fut votée envers et contre tous. 5 membres du comité de gestion venaient d'être « administrativement » expulsés.

Aujourd'hui, la situation est simple ; débarrassé des éléments maos, déserté par ceux, nombreux, que les méthodes du P.C.F. écoeurent, le CLEC d'Aplemont semble correspondre à l'image de la culture telle que certains la souhaitent dans une optique du Programme commun.

Nous n'irons pas jusqu'à dire que cela s'inscrit dans une optique de démocratie socialiste made U.R.S.S. René CANCE dirait que nous faisons de l'anti-soviétisme primaire.

Maintenant, le CLEC d'Aplemont est fermé. Un comité de soutien s'est créé et a pour but de faire réintégrer les maos, de faire rouvrir le CLEC.

Voilà où mènent d'une part les activités antidémocratiques du P.C.F. et d'autre part le gauchisme imbécile et irresponsable d'une petite clique de maos qui s'imaginent faire la révolution dans un bocal « idéologique ».

Et les adhérents, dans tout ça ?

Groupe Libertaire
Jules DURAND

CLASSIQUE DE L'ANARCHISME

Max STINER

Si notre époque, après avoir conquis la liberté de pensée, désire la parfaire en liberté de volonté pour faire de celle-ci le principe d'une ère nouvelle, l'objectif final de l'éducation ne peut plus être le Savoir mais le Vouloir né du Savoir et, pour exprimer de façon frappante le but des efforts de l'éducation, nous dirons qu'il est l'homme personnel ou libre. La vérité même de l'homme n'est rien d'autre que la révélation de sa nature propre et pour cela il lui faut se découvrir lui-même, se libérer de toute ce qui lui est étranger, s'abstraire à l'extrême ou se débarrasser de toute autorité, reconquérir sa naïveté. L'école ne forme pas d'hommes aussi foncièrement vrais ; s'il y en a cependant, c'est bien malgré l'école. En réalité, si l'école nous permet de maîtriser les objets et au besoin de nous maîtriser nous-mêmes, elle ne fait pas de nous des êtres libres. Il n'est ni savoir, aussi vaste et profond soit-il, ni vivacité d'esprit et perspicacité, ni finesse dialectique qui puissent nous préserver de la banalité de pensée et de volonté. Ce n'est certes pas grâce à l'école que nous en sortons sans être devenus des individus intéressés. Toutes les formes de vanité liées à l'intérêt personnel, toutes les formes de cupidité, de course aux emplois, de soumission mécanique et servile, de duplicité touchent aussi bien le détenteur d'un vaste savoir que celui d'une élégante culture classique et puisque tout cet enseignement n'exerce aucune influence sur notre comportement moral, il est fatal qu'on l'oublie souvent dans la mesure où on ne l'utilise pas : on secoue ainsi la poussière de l'école. Et tout cela parce que l'enseignement se limite aux seuls aspects formel ou matériel et tout au plus conjugué les deux, parce qu'il ne recherche pas la vérité et n'essaie pas d'éduquer les hommes vrais...

On se contente, au contraire, de former des gens d'entendement ; on ne vise pas, à vrai dire, à former des gens écoutant la voix de la raison. Comprendre les choses et les données matérielles, il faut s'en tenir là ; écouter la voix de la raison ne semble pas être le fait d'un chacun. Aussi veut-on nous donner le sens du positif, sous son aspect formel ou en même temps sous son aspect matériel, ce qui nous cantonne dans le positif. En pédagogie, comme dans d'autres domaines, la liberté n'a pas droit

de cité, notre faculté d'opposition ne peut pas s'exprimer ; on ne veut que de la soumission. Le but est, seulement de dresser à comprendre la forme et la matière : des ménageries des humanités ne sortent que des lettrés, de celles des réalistes que des citoyens utilisables et, dans les deux cas, rien que des individus soumis. On étouffe par la force notre saine tendance à l'indiscipline et l'on empêche en même temps le Savoir de se développer en Volonté libre. La vie scolaire n'engendre ainsi que des philistins. Nous avons pris l'habitude, dans notre enfance, de nous résigner à tout ce qui nous était imposé : de même, plus tard, nous nous résignons et nous adaptons à la vie positive, nous nous adaptons à notre époque, nous en devenons les serviteurs, ce qu'il est convenu d'appeler de bons citoyens. Mais où encourage-t-on l'esprit d'opposition plutôt que celui de soumission qu'on a nourri jusqu'à présent ? Où forme-t-on des individus qui créent et non des individus qui apprennent ? Ou le maître se transforme-t-il en compagnon de travail et reconnaît-il que le Savoir doit devenir Volonté ? Où est l'institution se proposant pour but de libérer l'homme et non de se borner à le cultiver ? En bien peu d'endroits encore, hélas ! Mais on se rendra compte toujours davantage que la plus haute mission de l'homme n'est pas de se cultiver, de se civiliser, mais de tendre à son propre épanouissement. La culture en sera-t-elle négligée pour autant ? Pas plus que nous ne sommes disposés à perdre notre liberté de pensée en la faisant s'intégrer et se sublimer dans la liberté de volonté. Aussitôt que l'homme met son point d'honneur à se sentir, à se connaître, à se réaliser — ainsi donc dans le sentiment et la conscience de soi et dans la liberté — il s'efforce alors de mettre fin à son ignorance, car celle-ci fait de l'objet étranger et pour lui incompréhensible une barrière, un obstacle à la connaissance de soi. Si l'idée de liberté s'éveille chez l'homme, une fois libre il ne cesse de continuer de se libérer ; mais s'il n'est que cultivé, il s'adapte aux circonstances en personne hautement cultivée et raffinée et ne sera plus qu'un serviteur à l'âme soumise. Que sont donc, riches d'esprit et de culture ? Des marchands d'esclaves au sourire hautain, des esclaves eux-mêmes.

l'antimilitarisme

Voilà plus de dix ans, Louis Lecoin arrachait au gouvernement l'assurance qu'un statut des objecteurs de conscience serait voté. On connaît la suite... Un certain Debré, illustre au Larzac, à Mururoa et par une loi qui porte son nom, avec dans son sillage toute la vermine patriote de l'Assemblée, défigurait le texte proposé. Alors que théoriquement « nul n'est censé ignorer la loi », un article interdisait — et interdit toujours — toute propagande autour du statut. Le service civil dure deux fois plus longtemps que le service militaire et une commission composée de militaires accepte ou refuse les demandes.

Le décret de Brégonçon, balancé en août 72, parachève le travail de sape du statut. Ce décret est par ailleurs anticonstitutionnel et attaqué en Conseil d'Etat par les objecteurs. A ce jour, plus de 500 objecteurs sont insoumis à l'O.N.F.

Aujourd'hui, le mouvement antimilitariste va son bonhomme de chemin, avec devant le pouvoir barde de C.R.S., de juges, de tribunaux et de prisons et au milieu les gauchistes en francs-tireurs, qui se sont découvert une vocation antimilitariste, comme quoi le trotskisme mène à tout. L'intérêt que portent les politiciens au mouvement antimilitariste, quel que soit leur bord et leurs intentions, démontre « qu'il se passe quelque chose » de pas négligeable. L'armée est de plus en plus contestée par la jeunesse, la loi Debré a fait éclater l'abcès en mars-avril 73 ; le service militaire est de plus en plus mal aimé et le rôle de « défense nationale » de l'armée fait sourire tout le monde.

Ce qui fait moins sourire, c'est le rôle de défense contre « l'ennemi intérieur ». Il apparaît mieux clairement, à travers les déclarations de nombreux officiels, que c'est la seule mission de l'armée à l'heure actuelle. « L'ennemi intérieur », c'est tout ce qui est contre l'actuel gouvernement. A la moindre incartade, vous tirez dans le tas, bien compris mon général ?

Le capital est la seule internationale qui marche ; les trusts multinationaux ont acquis une puissance telle qu'ils manipulent les gouvernements à leur guise. Tout ce qu'ils veulent, c'est exploiter ; le prix en hommes ou en destructions de l'écosystème n'importe pas. Ce dont ils ont besoin avant tout, c'est de

stabilité politique là où sont leurs intérêts, c'est-à-dire partout. Comme les gouvernements locaux ont la même idée des choses, tout est au mieux dans la meilleure exploitation pour un meilleur profit possible. Mais tout ça ne va pas sans mal ; la crise se profile à l'horizon, le capital a peur, l'Etat a peur, leurs larbins ont peur.

Mais voyons, n'ayez pas peur : l'armée est là ! Si la politique de la carotte n'est plus possible avec les travailleurs, justement à cause de la crise, la politique du bâton est toute prête. L'armée est le chien de garde du système, chien fait du peuple, payé par le peuple, armé par le peuple et qui asservit le peuple pour le plus grand bien des maîtres. Le principe de la servitude volontaire, comme l'avait déjà expliqué La Boétie au temps de Montaigne. Mais justement, La Boétie n'est pas au programme de l'Education nationale, antichambre du service national.

Le rôle répressif de l'armée est double : ouvert en cas de révolte et là, on fait parler la poudre ; latent quand il s'agit simplement de « faire de vous un homme »... normal. Dans les deux cas, c'est la même violence institutionnalisée, arbitraire, inhumaine, corollaire indispensable de l'autorité et de l'exploitation de l'homme par l'homme. L'armée sert en plus de régulateur à l'arrivée des jeunes sur le marché du travail, une façon comme une autre pour l'Etat de se protéger en atténuant la crise de l'emploi.

L'antimilitarisme est la prise de conscience de toutes ces réalités et la volonté d'abattre l'armée, obstacle principal à la réalisation d'une société libre. Les divers comités, qui sous couvert d'antimilitarisme « révolutionnaire » (sic) font un peu d'agitation et du réformisme autour du service sans remettre en cause le principe de l'armée, surtout quand celle-ci est « populaire » sont en fait complices du militarisme. Armée populaire, armée bourgeoise, quelle différence ? Ceux qui ont des galons sont bourgeois, et les autres, c'est le peuple. La seule question à ce niveau, est de savoir comment lutter contre l'armée.

Cette question ne concerne pas les seuls appelés à qui l'on impose la servitude militaire, mais tout le monde. L'industrie de l'armement (20 milliards de chiffre d'affaires) emploie 270 000 personnes ; les com-

mandes militaires assurent 60 % du chiffre d'affaires de l'aéronautique, 43 % de l'électronique professionnelle, 7 % de la construction mécanique (10% pour les constructeurs de poids lourds). Toutes les industries sont d'une certaine façon concernées par la fabrication des armes, et par l'intermédiaire de l'impôt, cette escroquerie légale, tous les travailleurs. D'autre part, une simple lecture des programmes TV ou des livres d'histoire montre que l'on tient à nous inculquer dès le plus jeune âge l'idéologie militaire. Alors, puisque l'armée se retrouve à chaque instant de notre vie, soyons des objecteurs universels, des insoumis permanents. Tout comme on peut ne pas faire son service militaire, on peut faire de la contre-éducation pour les enfants, on peut objecter à l'impôt, soit en totalité, soit sur la part militaire (environ 10%) et participer à des redistributions des sommes ainsi préservées. A l'image des paysans du Larzac, on peut aussi renvoyer ses papiers militaires. La destruction de l'armée est au bout du refus de tout ce qui est militaire. L'antimilitarisme ne dure pas que le temps du service.

Le refus du service reste cependant la forme la plus efficace de la lutte antimilitariste, le combat s'engageant sur un an que l'Etat prend aux jeunes pour en faire ses tueurs. Le statut des objecteurs de conscience existe, et loin d'être parfait, il ne demande qu'à être amélioré... par les objecteurs ; le décret de Brégonçon qui envoie les O.C. pour un an d'autorité à l'Office national des forêts et limite encore le statut est fortement contesté : 500 insoumis à l'O.N.F. L'insoumission « totale » (refus de tout service) se développe aussi, avec pour les insoumis la joyeuse perspective de faire 2 ans de prison. La désertion offre à peu près les mêmes réjouissances. Parler ici de choix est un peu fort ; un objecteur à qui l'on refuse le statut est insoumis, un appelé qui ne connaît pas le statut risque de se retrouver déserteur le jour où la coupe déborde... Quant au « travail à l'intérieur des casernes », par la nature même de l'armée, il est plus qu'aléatoire et sûrement pas exempt de risque ; de là à vouloir en faire l'axe principal de l'antimilitarisme dit révolutionnaire, il y a un pas que seules les subtilités de la dialectique « historique » permettent de franchir.

Philippe DAVONZ

Espagne confédérale et libertaire

Congrès national inter-régional.

La circonstance nous est favorable pour faire remarquer aux camarades anarcho-syndicalistes et aux travailleurs en général, qu'au mois de décembre 1973, en un lieu déterminé de l'Espagne, s'est tenu un congrès extraordinaire inter-régional auquel assistèrent des délégations ; celles des Asturies et de la Galice avaient des excuses valables, justifiant leur absence. Elles firent toutefois parvenir leur adhésion et leur volonté d'accepter par avance les accords conclus. A titre d'information, participa au congrès une délégation qualifiée de « la représentation de l'exil » dont la présence fut accueillie avec enthousiasme. Dans ce sens, l'entente entre l'intérieur et l'extérieur demeure fermement établie face aux efforts de ceux qui passent leur temps à détruire ce que d'autres construisent.

L'effort de cohésion et de propagande des groupes et fédérations loca-

les est en train de donner ses fruits, tant en augmentation des effectifs qu'en impact sur les travailleurs. Une fois reconnue l'existence de groupes dits autonomes, il fut décidé de ne pas les présenter les caractéristiques normales, c'est-à-dire ne dérivant pas vers l'absurdité, la politique et le « caméléonisme » qui est la situation de certains groupes que nous avons mentionnés. Cette décision intelligente et saine permettra, plus qu'on n'a pu le faire jusqu'ici, de sauver les valeurs libertaires dispersées, et de chasser définitivement les anti-confédéraux qui essayaient de freiner le nouveau développement de la Confédération nationale du travail (CNT) délibérément communiste libertaire.

Concrètement, le Congrès constata un renouveau confédéral, plus accusé en Andalousie que dans les autres régions. L'augmentation du nombre des jeunes éléments dans nos cadres et un recrutement plus impor-

tant étant les perspectives immédiates.

Les publications libertaires sont demandées avec empressement, lues et analysées, une telle conjoncture promettant la sécurité d'une génération anarcho-syndicaliste capable et aguerrie, telle que l'on peut déjà le constater. Bon nombre d'intellectuels participent à ce but : l'émancipation morale et économique de l'homme ; rejetant le concept péjoratif de masse au profit de celui de Peuple, si satisfaisant pour l'individu et riche de perspectives universelles.

Toujours selon la correspondance reçue dans les régions du Centre et de la Catalogne l'état de l'Espagne confédérale est salubre. On progresse grâce à la diffusion de bulletins tels que CNT à la charge du Comité national et CNT publié par la région Catalane, deux bulletins que nos camarades exilés connaissent par les exemplaires qu'ils reçoivent.

Notre cause bénéficie du désenchantement qui devient de plus en plus important chez les jeunes séduits par le maoïsme, la russophilie et le trotskysme, mais ils comprennent rapidement qu'en demeurant dans ces mouvements ils accomplissent le programme étatique, réactionnaire qui menace de faire échouer le grand effort révolutionnaire de l'intelligence et du syndicalisme prolétarien, au profit de l'Etat, oppresseur sous toutes ses formes.

Le cas des Commissions Ouvrières fut analysé avec sérénité et en connaissance de cause, convenant que la bourgeoisie, les politiciens et les phalangistes désenchantés par cette modalité « ouvrière » essaient de supplanter les forces vivantes prolétariennes que la CNT et l'UGT ont toujours représenté.

En résumé, un mélange d'ennemis phalangistes, capitalistes, commu-

nistes, centristes. Ces derniers considérés à tort « ni viande, ni poisson ». Ils essaient de construire un syndicalisme bien dressé qu'ils utiliseraient à la chute du franquisme pour succéder, sans dommage pour le système, à l'organisation syndicale actuelle plus connue sous le nom de « syndicalisme vertical ».

Il y a des dangers qu'il est temps de conjurer. Le nerf idéologique de la CNT ne doit pas être diminué, ni la valeur anarcho-syndicaliste tolérée.

L'entrée ou l'apparition d'éléments troubles, politiciens ou aventuriers dans notre syndicat doit être énergiquement repoussée. La CNT est l'espérance du peuple et cette espérance, il faut l'augmenter au lieu de permettre que les autres la dissipent.

Traduit du journal *Espoir* de la CNT par le Groupe J. Durand du Havre

informations internationales

ALLEMAGNE DE L'OUEST

La grève des services publics. Après trois jours de grève, les travailleurs des services publics ont obtenu 11 % d'augmentation de salaire (voir le « M.L. » de mars). On a jugé diversement cette grève : on peut y voir un réveil de la classe ouvrière allemande et le prélude d'actions futures dans la métallurgie. C'est aussi une manœuvre habile des chefs de la DGB pour éviter de perdre leur influence en prévenant ainsi des grèves sauvages. Notre camarade Huppertz nous a envoyé son sentiment sur ces grèves et c'est celui d'autres camarades allemands :

« Une fois de plus se déroule sous nos yeux un spectacle bien connu : les chefs syndicaux discutent pourcentages d'augmentation, tandis que les prix poursuivent une ascension « galopante ». Les patrons de l'État, des Länder et des communes, qui sont pour la plupart syndiqués, traitent avec les dirigeants des syndicats pour un pourcentage d'augmentation minimum : ce qui doit sembler risible aux uns et aux autres, étant donné leurs énormes traitements. Bien que Brandt et consorts se disent socialistes-démocrates, ils affirment l'impossibilité de satisfaire aux revendications des chefs syndicaux. Alors on discute, finalement on se met d'accord... et l'exploitation des travailleurs continue. Ceux-ci jouent le jeu des dirigeants, dans l'espoir de maintenir leur niveau de vie.

Ce spectacle continuera à se jouer tant que les travailleurs n'auront pas mis fin au régime capitaliste ; mais il est évident que le capitalisme d'Etat des pays de l'Est n'est pas la voie de la libération. La trahison des social-démocrates et des communistes étatistes, leur intégration dans le monde capitaliste doivent être percées à jour par les travailleurs jusqu'ici trompés. »

Dans la période actuelle de montée des prix, de chômage total ou partiel, les ouvriers — en

Allemagne et ailleurs — vont essayer d'arracher des augmentations de salaires : dans cette course contre la montre, ils sont toujours perdants. Puissent-ils comprendre que la vraie solution est ailleurs et que la véritable action syndicale n'est pas seulement réformiste !

Le chômage. D'après les dernières statistiques officielles (Nuremberg, 28 février) il y avait en République fédérale à cette date, 620.000 chômeurs complets et 309.000 chômeurs partiels. Si on tient compte du ralentissement récent de l'industrie automobile, du bâtiment, des industries du textile et de la chaussure, on atteint le million de chômeurs complets ou partiels. Les zones les plus industrialisées ne sont pas touchées, mais le chômage atteint surtout les zones périphériques. A signaler que 25 000 (sur 45 000) travailleurs des usines Ford de Cologne sont en mars employés à temps réduit et que 5 000 travailleurs des usines SKF de Schweinfurt sont dans la même situation.

Les élections municipales de Hambourg. Les élections du 4 mars étaient considérées en Allemagne fédérale comme une sorte de test pour le gouvernement Willy Brandt et le parti social-démocrate (SPD). Hambourg, la ville hanséatique, était un bastion du SPD qui détenait 70 sièges au parlement de la ville. Le SPD avait placé ses créatures à tous les postes importants ; la carte d'adhérent au SPD ouvrait les carrières administratives. Du même temps, le SPD et le maire vantaient la prospérité de la ville. Prospérité qui n'était pas sans quelques ombres. La revue « Spiegel » (25-2-74) signalait l'insuffisance en écoles et en maîtres, en jardins d'enfants et en logements. Sur 18 hôpitaux, 8 dataient du XIX^e siècle ! Il manquait 1 000 lits pour les malades mentaux. Asiles insuffisants pour les vieux et les misérables.

La campagne électorale des 3 grands partis (SPD, chrétiens-

sociaux du CDU et libéraux du FDP) a manqué d'originalité. On a souligné l'indigence des mots d'ordre. L'uniformité des affiches : Hambourg doit rester en tête ! Faire plus pour Hambourg ! Maintenir le rythme ! etc. Les affiches suivaient l'ennui, selon l'expression d'un journaliste du « Journal du soir » de Hambourg (19-2-74). Cependant, la participation électorale a dépassé 80 %, mais les résultats ont été un coup dur pour le SPD. Il perdit la majorité : 45 % au lieu de 53,3 % en 1970 (56 sièges au lieu de 70). Le CDU arrive à 40,6 % au lieu de 32,8 % (51 sièges au lieu de 42). Le FDP passe de 7 % à 11 % et de 9 sièges à 13. Dans les quartiers ouvriers le SPD perd jusqu'à 11 % des voix. Le parti communiste orthodoxe « DKP » progresse avec 2,2 % des voix. Les marxistes (KPD-ML) avaient voulu goûter de la cuisine électorale et obtiennent 0,3 %. L'extrême droite (NPD) perd les deux tiers de ses voix et se contente de 0,8 %. On constate que la politique de Brandt n'a pas été approuvée par son électeur qui est retourné — dans une proportion de 10 % — aux partis bourgeois, et pour une part infime a fait confiance aux communistes. Cette désaffection s'est accompagnée d'une perte d'adhérents. Le coup a été très sensible à Brandt qui a déclaré que « le résultat des élections était un signal pour pouvoir vite surmonter les fautes et les difficultés ». Surmonter ? Cela est douteux, car aux difficultés intérieures s'ajoutent celles de la politique extérieure et de la fameuse crise de l'énergie. La revue « Stern » a publié un sondage d'opinion de l'Infas, selon lequel le SPD subirait en Basse-Saxe, en Hesse et en Bavière des reculs importants et serait en minorité au Bundestag. Il apparaît de plus en plus que le SPD ne peut se maintenir — c'est le cas pour Hambourg — qu'avec l'appui du parti libéral et ceci comporte pas mal de capitulations. Réaliser le socialisme (?) par la voie de la démocratie parlementaire apparaît comme aussi utopique que réaliser le communisme par la dictature d'un parti...

A Francfort, la police au service des spéculateurs. Le scénario est devenu classique : quatre immeubles habitables sont convoités par des spéculateurs de l'immobilier. Il s'agit de vider les locataires et les occupants éventuels et de construire un immeuble — à destination de bureaux — de 28 étages, avec l'approbation de la totalité des élus social-démocrates du parlement de Francfort. Depuis octobre 71, l'affaire traîne. Les locataires sont occupés par des jeunes, des étudiants à la recherche de logements introuvables. En octobre 73, l'évacuation des occupants est imminente et les manifestations de soutien se multiplient « contre le SPD, les banques, et les entrepreneurs ».

En janvier et février, les provocations de la police deviennent incessantes, on éclaire les bâtiments par des projecteurs, on menace les occupants. L'Association des étudiants (ASTA) intervient dans le conflit en faveur des habitants. Et le 21 février commence une action policière à grand spectacle qui aura son point culminant le 24 février : prise d'assaut des immeubles avec emploi d'un matériel moderne, brutalités à l'égard des occupants, des manifestants et des simples passants, tout un quartier mis en état de siège ce qui permet à la « presse à sensation » de représenter ces grandes manœuvres policières comme une action méritoire à l'égard d'une bande de voyous criminels et hors la loi. Le bilan de la journée du samedi 23 est lourd : 200 blessés et 192 arrestations, chez les manifestants ; 36 flics « grièvement » blessés — selon la

presse — mais dont 26 reprénaient le lendemain leur « service ».

Ce bref résumé ne donne qu'un aperçu de l'ampleur de ces manifestations et du retentissement qu'elles ont eu dans l'opinion publique de Francfort : nombreuses sont les protestations soulevées par l'action de la police et l'attitude du SPD se faisant l'auxiliaire obéissant des spéculateurs et des promoteurs de l'immobilier.

BELGIQUE

Les élections (voir le « M.L. » de mars). Le camarade Neyls (de Bruxelles) nous a adressé une longue lettre dont nous reproduisons l'essentiel :

« La coalition gouvernementale (socialistes, chrétiens-sociaux, libéraux) a été rompue pour différents prétextes : obstruction des partenaires du parti socialiste à sa politique d'initiative industrielle publique (c'est-à-dire de nationalisation ou d'ingérence de l'Etat) ; divergence concernant l'avortement et la contraception (les socialistes voulaient « réformer » la loi, les chrétiens-sociaux s'y opposant, les libéraux trouvaient que les socialistes... allaient trop loin !) ; divergence sur le problème scolaire, alors que le pacte scolaire, conclu il y a une douzaine d'années, va arriver à expiration (les socialistes voudraient une réforme générale de l'enseignement, avec un seul réseau d'enseignement, mais pluraliste au point de vue idéologique).

Le parti socialiste est, sur ces points, parti en guerre contre la « droite » et on a pu parler d'une radicalisation du PSB ! Les communistes ont naturellement réclamé l'union de tous les progressistes, mais le PSB a fait la sourde oreille. Les trois partis traditionnels ont voté soit le fédéralisme soit la régionalisation pour couper l'herbe sous le pied aux partis dits « communautaires » : le front démocratique de Bruxelles (FDB) francophone, le rassemblement wallon (RW) et le parti nationaliste flamand (Volksumie VU).

Les résultats ? Les sociaux-chrétiens sortent vainqueurs : surtout en Flandre, mais ils progressent en Wallonie et à Bruxelles ; c'est une victoire des conservateurs, surtout si on songe que ce parti a une aile résolument droite (le trop célèbre VdB, ministre de la Défense nationale). Le parti socialiste a légèrement progressé en Wallonie, reculé en Flandre, piétiné à Bruxelles. Le parti libéral recule en Wallonie et progresse en Flandre : la Flandre tend donc à devenir assez nettement conservatrice. Les partis « communautaires », eux, sont partout en recul. Mais il faut noter qu'avances et reculs sont partout faibles, de l'ordre au plus de 5 %. Quant aux communistes, ils maintiennent le peu d'influence qu'ils avaient, malgré une politique d'ouverture aux chrétiens de gauche et aux socialistes dissidents et des candidatures camouflées sous le signe UDP (Union démocratique et progressiste).

Au total, il sera aussi difficile qu'avant de gouverner la Belgique. L'opinion publique — si elle existe — se cramponne aux partis traditionnels et les fluctuations sont minimes. Les événements actuels seront-ils capables de créer des courants d'idées qui bouleverseront les structures de la politique routinière ? Les anarchistes — qui n'ont pas voté — peuvent jouer un rôle dans la période qui va s'ouvrir.

A Bruxelles. La bibliothèque de l'Alliance a été transférée 23, rue de l'Eglise Saint-Gilles à Bruxelles (Saint-Gilles) et l'Alliance assure dans ce nouveau local des permanences les mercredis de 17 h à 19 h et les samedis de 15 h à 18 h.

CANADA

Nous avons reçu le numéro 2 de « News From Nowhere », le journal de la section d'Edmonton de la « Social Revolutionary Anarchist Federation ». Il contient une intéressante étude sur le boycott par David Baugh. Il démontre que le boycott est une nouvelle arme entre les mains des travailleurs contre le capitalisme et l'Etat, une arme non-violente et « légale ». Au Canada, la National Farmers Union a organisé le boycott de la Société Kraft et lui a fait perdre 3 millions de dollars.

U.S.A.



En 1968, Martin Sostre, un anarchiste portoricain qui tenait une librairie afro-américaine et anarchiste, à Buffalo, Etat de New-York, fut inculpé et condamné à une peine de trente ans de prison pour trafic de drogue sur le témoignage d'un certain Arto Williams qui fut trouvé porteur d'héroïne alors qu'il sortait de la librairie.

Avant cette arrestation la police avait déjà harcelé Sostre en fouillant sa boutique et en saisissant des brochures. Six ans après le procès Arto Williams vient de révéler qu'il avait fait un faux témoignage au procès et qu'il avait ainsi aidé les policiers à exécuter leur coup monté contre Sostre pour de l'argent et l'impunité au sujet d'une affaire de vol dans laquelle il était impliqué. Williams a aussi révélé que la police de Buffalo considérait Sostre comme responsable des émeutes ayant eu lieu dans cette ville en 1967 et que pour cela elle voulait l'arrêter. Une enquête menée par Amnesty International et le Martin Sostre Defense Committee a démontré que c'était en raison de ses opinions anarchistes qu'il avait été victime de ce coup monté. Il a passé une grande partie de ses 6 ans de prison à Clinton Prison dans des conditions inimaginables : il a été battu et mis au secret de longues périodes pour avoir refusé de se soumettre à d'humiliantes fouilles corporelles. Il risque maintenant la prison à vie étant accusé d'avoir frappé trois de ses gardiens.

Malgré les aveux de faux témoignages de Williams présentés à la Cour fédérale, son procès n'a toujours pas été révisé. Seule une protestation d'ampleur internationale permettra de hâter sa libération.

(D'après The Match et Revolutionary Anarchist).

la cogestion

En Allemagne, l'économie risquée de subir un changement radical et ce, sans que personne, ou presque, en soit informé.

En effet, une loi, dont le parti socialiste de Brandt (SPD) et le parti libéral (FPD) sont les instigateurs, va entrer en vigueur.

Seront touchées, dans un premier temps, toutes les entreprises dont les effectifs sont supérieurs à deux mille employés depuis le 1-1-74 ; cette date a été retenue pour éviter toute tentative de morcellement des sociétés touchées afin de détourner cette loi.

En Allemagne, les conseils de surveillance jouent, à peu de choses près, le rôle des conseils d'administration français. Dans ceux-ci donc, actionnaires et salariés seront à égalité ; dix sièges seront donnés pour chaque groupe.

Les salariés seront tenus de choisir parmi leurs représentants un cadre dirigeant, il en existe au sein des syndicats, et trois syndicalistes qui ne seront pas obligés d'appartenir à l'entreprise.

La parité du pouvoir est absolue, et le président du conseil de surveillance n'a aucune voix prépondérante sauf en cas d'acceptation de la majorité des représentants des deux parties.

La présidence de ce conseil sera alternée.

Ce projet, si aucune tentative d'opposition n'a lieu, mettra le contrôle de près de 650 entreprises allemandes dans les mains des syndicats.

De plus, il semble que s'il s'établit un déséquilibre, ce sera au profit des salariés, car un autre projet de loi va imposer aux entreprises qui font un bénéfice minimum de 400.000 DM de verser de 1 à 10 % de leurs bénéfices à une caisse contrôlée et gérée par les syndicats, dénommée « fonds de capitalisation ouvrier ».

Il est donc très envisageable que ces fonds puissent être utilisés à l'achat d'actions qui leur permettraient de se faire élire comme représentant des actionnaires dans ces conseils...

On assiste à une montée, en Allemagne, du P.C. et de « l'extrême gauche » dans les structures syndicales.

Il semble curieux que malgré l'importance de leurs intérêts en jeu, les USA n'aient pas réagi. A moins qu'ils ne s'emploient à ne pas faire voter la loi. Dans le cas contraire, on assisterait à un contrôle de l'appareil économique allemand par les syndicats. Leurs structures hiérarchisées et bureaucratiques risquent de conduire cette réforme, qualifiée de révolutionnaire par le patronat, à un capitalisme plus ou moins étatique, ce qui serait, une fois de plus, escroquer les travailleurs.

Groupe A. JACOB

au pays de la gastronomie

« La cuisine française, simple dans ses moyens, raffinée dans ses résultats, est aujourd'hui, de l'avis de tous, la première des cuisines du monde. » C'est ce que nous apprend très modestement l'encyclopédie Larousse au mot « cuisine ».

Le rôti nourri avec des totaux contenant des antibiotiques, des fientes, des hormones, pour le poisson du mercure, comment tout cela doit-il être accommodé si l'on désire obtenir des résultats raffinés en toute simplicité ?

Lorsqu'on apprend ce que contient en fait la nourriture que l'on absorbe il y a de quoi se poser de sérieuses questions et de quoi se demander ce que va encore nous apporter cette société si on tarde à la détruire ! Voyons donc de plus près ce que l'on absorbe sous le nom de viande, pain, légumes, huile. Nous verrons ensuite ce qui nous conduit à cet état de fait et nous essaierons d'envisager les solutions qui peuvent s'offrir à nous.

Que mange-t-on ? La viande chargée de nous fournir des protéines contient de l'eau en proportion anormale et n'a plus de goût. De quoi cela provient-il ? Que cache l'appellation « élevage moderne » ? Ces élevages en batteries atteignant jusqu'à 500 veaux ou plusieurs milliers de porcs prennent un caractère purement concentrationnaire et constituent de véritables usines à viande. Sevrés à deux jours, les veaux sont nourris avec de la poudre de lait écrémé dans lequel on a remplacé les matières grasses par du saindoux ou du suif. Cette poudre contient également des vitamines, mais aussi des hormones malgré la loi l'interdisant et des antibiotiques afin d'empêcher que les animaux ne meurent des suites d'un tel traitement. On obtient ainsi à partir d'un veau de 8 à 15 jours pesant 50 kg un veau de 150 kg à 100 jours.

Enfermés dans des boîtes où ils ne peuvent bouger, les veaux n'ont pas de paille afin que leur viande soit parfaitement blanche. Ils sont conduits à l'abattoir dopés avec des tranquillisants, car certains tiennent à peine sur leurs pattes déformées. Sur l'ensemble des veaux la moitié vont à la boucherie et la plupart avant l'âge de 4 mois au lieu d'être gardés pour obtenir des bœufs et cela entraîne donc un véritable gaspillage de viande. Jusqu'à aujourd'hui les bœufs étaient élevés en prairies jusqu'à l'âge de 36 mois et atteignaient des poids de 800 kg. Cela a trop duré ! Un animal, machine à faire de la viande, doit aussi être une machine à faire de l'argent. Il est plus rentable de faire un bœuf de 450 kg en 15 mois qu'un de 650 kg en 30 mois. Aussi de plus en plus seront-ils nourris exclusivement aux aliments concentrés, en étable. On parle d'introduire l'étable dans l'alimentation des ruminants. En effet ceux-ci ont la faculté, grâce aux bactéries développées dans leur panse, de transformer ce corps contenant de l'azote en acide aminé. La BP produit paraît-il à Laverne 16000 t/an de protéines à partir du pétrole. Les levures en forme de poudre seront destinées à l'alimentation du bétail. La prochaine étape consistera sûrement à faire consommer directement aux hommes ces protéines. Ces animaux ainsi traités sont extrêmement fragiles et sont sujets à toutes sortes de maladies. Les porcs industriels sont tellement fragiles que leur transport pose des problèmes, car ils risquent de mourir avant d'arriver à l'abattoir !

Qu'en est-il pour la volaille ?

Alors qu'avec du blé, des farines, les volailles en liberté, il faut 6 mois pour obtenir un poulet de 3 kg, avec du total en moins de 9 semaines un poulet atteint 2 kg. Il faut dire que le poulet, repas de roi, est devenu très bon marché et donc nourriture de CHOIX. Mais quelle nourriture !

Il n'y a plus guère que certains petits paysans qui peuvent fournir des poulets qui en ont encore le goût. Dans les poulaillers modernes rien ne se perd. La fiente de poule est elle-même récupérée non pour constituer des engrais, mais pour être recyclée en l'introduisant dans des totaux destinés à d'autres animaux ! Tous ces produits contiennent de fortes teneurs en sel afin que les animaux boivent énormément et que cette eau soit fixée dans leurs tissus. Certaines volailles contiennent de très fortes proportions en eau, mais il faut dire qu'il existe des grossistes qui vont jusqu'à injecter de l'eau ou une solution d'acide glutamique dans l'animal après l'avoir tué afin de leur donner du poids.

En mangeant de la viande actuellement on est au moins sûr d'une chose : c'est que l'on se bourre d'antibiotiques et pas seulement de cela. En effet les pesticides utilisés pour les traitements des cultures se concentrent le long des chaînes alimentaires et se retrouvent dans la viande.

Comme on le voit le tableau concernant la viande n'est pas réjouissant et il s'obscurcit encore au regard des autres composants de l'alimentation. La mer étant polluée par toutes sortes d'industries, on comprend facilement ce qu'il advient aux produits marins. Le taux de mercure rejeté par les industriels chimiques dans la mer

augmente et nous le retrouvons tout au long des diverses chaînes. Ce mercure fixé d'abord par le phytoplancton est consommé par le zooplancton. Nous trouvons ensuite les petits poissons prédateurs, puis les gros poissons et nous arrivons à l'homme. Chaque étape augmente la concentration de mercure qui peut ainsi augmenter de plusieurs dizaines de milliers de fois. Et si l'on trouve du mercure dans les moules et dans le thon, on trouve également du DDT dans les huîtres. Les mers sont devenues des dépotoirs d'usines. Ce sont donc dans des poubelles que nous allons chercher de la nourriture !

Qu'en est-il du fameux pain quotidien ? On y retrouve d'une part les résidus des pesticides employés pour protéger le blé et d'autre part toutes sortes d'additifs soit à la farine, soit au pain lui-même.

On retrouve ainsi à l'état des résidus, du DDT, du malathion, du lindane (pour la conservation des céréales en silo) de l'IPC (cancérigène). Ces pesticides se concentrent surtout dans les enveloppes du grain. C'est pourquoi le pain complet est encore plus dangereux que le pain ordinaire. Pour blanchir la mie du pain, de la farine de fève est ajoutée à la farine de blé. Or c'est une légumineuse qui est semble-t-il toxique. Le stéarate de polyoxyéthylène empêche le pain de rassir trop rapidement (soupçonné d'être cancérigène, il est interdit aux USA).

En ce qui concerne les huiles il est de plus en plus difficile, pour ne pas dire impossible, de s'en procurer de pures. Nombreuses sont celles qui contiennent de l'huile de colza. Il en figure dans « l'huile de table » jusqu'à 30 %. Or l'huile de colza cause entre autres des caries dentaires. On a constaté sur des rats soumis à une alimentation riche en huile de colza l'augmentation du poids du cœur, du foie, des reins et une forte proportion d'entre eux sont victimes de lésions cardiaques. Seule l'huile d'arachide portant la mention pure supporte la friture à haute température or on en trouve de plus en plus difficilement.

Le vin n'est pas exempt de produits n'ayant rien à voir avec du raisin. On a même parlé parfois de vin qui aurait pu être « garanti sans raisin » ! Mais que trouve-t-on dans la plupart des vins ? De très nombreux additifs sont actuellement autorisés. Ainsi on utilise pour stabiliser la limpidité du vin du ferrocyanure de potassium (« collage bleu »). Si ce « collage » est mal fait il y a apparition d'acide cyanhydrique qui est un poison très dangereux. C'est pourquoi il ne peut en principe être pratiqué que sous contrôle officiel. Afin de sélectionner les diverses levures lors de la fermentation, on utilise de l'anhydride sulfureux (SO₂). Au-dessus de 45 mg de SO₂/litre apparaît chez le buveur des brûlures d'estomac et des migraines. Or la dose légale autorisée dans le vin est de 350 mg/litre !

Mais venons-en maintenant aux fruits et légumes. Ces substances sont censées nous apporter vitamines, sels minéraux, sucre. En fait la terre, les plantes, les arbres fruitiers sont traités chimiquement. En guise de vitamines nous trouvons des pesticides (produits contre les insectes), des herbicides (dés herbants sélectifs), des fongicides (contre les champignons), des engrais (nitrates) c'est-à-dire tous les résidus des traitements chimiques.

A une certaine époque on conseillait de manger les fruits avec leurs peaux, car c'est là que se trouvaient les fameuses vitamines. Aujourd'hui en fait de vitamines cette peau contient des sulfates. Il est décidément loin le temps où Adam pouvait se permettre de croquer la pomme sans l'éplucher ! Aujourd'hui l'homme s'empoisonne en se nourrissant ! Comment a-t-on pu en arriver là ? Quelles sont les origines d'un tel état de fait ?

Pourquoi en est-on arrivé là ?

Des élevages concentrationnaires, des traitements chimiques intensifs, des produits chimiques rejetés dans la mer... Quel est donc le responsable d'une telle situation ? On le devine, je pense, assez facilement : notre société de profit n'y est sûrement pas pour rien ! Employer tous les moyens possibles pour produire toujours davantage de produits alimentaires, cela peut paraître souhaitable pour lutter contre la pénurie, pour permettre à tous de se nourrir convenablement. Mais que fait-on de ces pommes provenant d'arbres traités environ 14 fois par an ? Des milliers de tonnes sont détruites chaque année dans les décharges publiques. Certains ne peuvent pas se les offrir, mais on les détruit !

Par ailleurs les paysans pour obtenir des fruits « vendables » sont contraints de traiter leurs arbres fruitiers.

De plus, élever des volailles, des porcs, avec uniquement des céréales sans faire appel à des produits industriels revient trop cher. Un paysan ne peut se permettre un tel élevage sinon pour sa consommation personnelle. D'ailleurs il se demande souvent si le consommateur apprécie un produit de qualité. En effet comment réagit-il ?

Quelle est l'attitude des consommateurs ?

Notre société de consommation a fait bien sûr de l'homme un consommateur et quel consommateur !

Complètement conditionné par la publicité et les mass média, sans aucune information réelle sur les produits qu'il achète ! Si le veau est nourri exclusivement avec du lait afin que sa viande soit parfaitement blanche c'est bien parce que la plupart des consommateurs exigent cette viande blanche !

Si l'on cherche à clarifier le vin n'est-ce pas parce que le consommateur exige un vin limpide alors que cela conduit à un appauvrissement des qualités qu'il pourrait avoir ? N'en est-on pas arrivé à considérer un vin d'autant meilleur que son degré alcoolique est plus élevé alors que c'est son goût qui pourrait en faire sa valeur ! Le sucrage en fraude n'a pas d'autre dessein que d'augmenter ce degré afin que le vin puisse être vendu.

Le consommateur est-il prêt parfois à partager les fruits avec un ver par exemple ?

Ayant le choix entre les pommes à la peau rugueuse, comportant des taches, à un certain prix et des pommes très lisses, très luisantes, plus chères, son réflexe consiste à demander les deuxièmes alors que ce sont celles qui présentent certains dangers à être consommées.

On constate donc chez la plupart des consommateurs une ignorance complète de ce qui constitue la qualité d'un produit.

Quelles solutions ?

Ainsi qu'on vient de le voir il est plus qu'urgent de développer l'information. Mais cela, il est vrai, ne s'applique pas seulement aux produits alimentaires. Dans notre société où la production dirige la consommation le seul objectif est le conditionnement du peuple, la régulation de la demande. Certes on peut envisager de puissants groupements de consommateurs contrôlant les produits et exigeant leur qualité. L'expérience a montré, aux Etats-Unis en particulier, qu'un mouvement d'une grande ampleur peut parfois faire reculer certains trusts, mais jusqu'à un certain point seulement. En effet cet empoussiement est le résultat inéluctable de la société de profit, de croissance à outrance. On a vu à ce propos les difficultés rencontrées par les Corses en lutte contre le déversement des boues rouges dans la Méditerranée par la société Montedison.

De plus peut-on espérer que les grosses sociétés agricoles vont renoncer à leur profit ? Peut-on espérer que les consommateurs vont accepter de payer plus cher un produit ? Non tout cela apparaît impensable dans notre société. Les petits paysans peuvent fournir des produits de qualité, mais sûrement pas aux prix pratiqués par les grandes usines à viande. Le modernisme n'est pas incompatible avec une production de qualité. Néanmoins la production de viande de façon concentrationnaire ne peut pas donner le même résultat que si cette production était étalée. On a vu que l'utilisation de médicaments est indispensable du fait du mode de vie des animaux dans les élevages modernes.

Deux choses sont donc sûres :

- la société de profit, de croissance à outrance est incompatible avec une recherche de la qualité.
- mais la suppression du profit n'entraînerait pas forcément l'amélioration de la qualité.

En effet de telles méthodes de production de nourriture sont aussi une solution de facilité.

Pour assurer au mieux ce contrôle de la production, une solution serait l'existence de coopératives de distribution aux côtés de coopératives de production gérées par producteurs et consommateurs.

Mais s'il n'y a pas de rapports entre producteurs et consommateurs, entre paysans et ouvriers, s'il est question de groupements de consommateurs c'est-à-dire de groupements de citoyens c'est bien parce que les organisations qui devraient remplir ce rôle l'ont oublié ! A qui d'autres revient le contrôle de la production, de la qualité, de la distribution, de la répartition si ce n'est aux organisations syndicales ?

L'information à la production et à la consommation, la défense de la qualité de la vie entrent pleinement dans les fonctions du syndicalisme.

ERIC

Bibliographie

- Le Sauvage : mensuel écologique du **Nouvel Observateur**
- Revue « **Science et Vie** » : Enquête alimentaire. Oct. Nov. Déc. 73 Fév. 74
- La **Gueule Ouverte**
- Revue : **Que choisir ?**

MERCREDI 10
ET
JEUDI 11
AVRIL
21 h

SALLE CORTOT

78, RUE CARDINET - PARIS-17^e
(métro Malesherbes)

2 GALAS DU MONDE LIBERTAIRE

organisé par
l'Association pour l'Etude et la Diffusion
des Philosophies Rationalistes
au profit de sa presse et de ses œuvres sociales

avec

FRANÇOIS BERANGER
JACQUES DEBRONKART
MARCEL EGLIN
JEAN HUGUES
JEHAN JONAS
LIBERTO ET ANGELO
GILLES NAUDIN
REMY ROBIN
JEAN RIGEAUX

Allocutions de Maurice JOYEUX et Maurice LAISANT

Dès maintenant, il est urgent de retenir ses places. Prix 15 F. Billets en vente à la librairie Publico, 3, rue Ternaux, Paris-11^e - Tél. VOL 34-08 et auprès des militants de la F.A.

(ouverture des portes 20 h)

THEATRE

IX^e ANNEE DE CLAIR-BOSCUR
Que voilà une pièce agréable.
A la fois engagée, drôle, grinçante,
poétique, vivante et jeune.

C'est une satire endiablée de notre société. Il y a le flic, impitoyable avec le faible, qui a ses états d'âme, le politicien blackboulé qui accuse les urnes, l'automobiliste dingue de sa bagnole, le travailleur immigré au cœur percé par le mépris environnant et par les balles de ses bourreaux auxquels on l'a livré, la prostituée qui a les pieds sur terre, le professeur, le clown, l'ecclésiastique, la belle jeune fille toute nue personnifiant la sincérité pure et candide, enceinte du monsieur respectable, puis-que décoré, etc., etc.

Tout ce monde va, vient, sort, rentre, s'arrête, bondit et repart sans un seul temps mort. Les interprètes sont tous excellents. Rédigeant ce papier à la hâte, sans programme sous les yeux, ils voudront bien m'excuser de ne pas les citer.

Si vous voulez passer une bonne soirée, courez au Lucernaire, 18, rue d'Odessa à 22 h.

G. MILLOT

POESIE "ESCARPE" de Roland Marx

S'il est vrai que la poésie est l'appel lointain d'un homme et le témoignage d'une existence, avec tous les mystères, les sensations indélébiles que laisse le souvenir, Roland Marx est poète.

Chez lui, l'image est simple et sans recherche :

« Du soleil clair aux dents de givre
Notre chemin n'est pas caché. »

Cependant, aux côtés d'évocations intimes :

« Anne, tu me reviens comme un goût de liqueur
O fleur de mes seize ans toi la plus belle histoire
De celles que contient mon triste répertoire. »

D'autres poèmes crient la révolte :

« Et l'ange noir des jours sans nombre
D'une voix rauque a murmuré
Qu'il était l'âme de mon ombre
Et que pour lui j'avais juré
De prendre l'AMOUR pour baptême
et l'ANARCHIE pour théorème ».

Certes, la syntaxe poétique n'est pas toujours respectée, notamment par l'ignorance des « e » muets dans le corps du vers, et l'on pourrait encore reprocher à l'auteur de céder à cette mode qui méconnaît toute ponctuation, mais Roland Marx possède l'essentiel qui fait le poète : le sens du rythme et de l'image au service de la sensibilité.

M.L.

DISQUES

Jacques DEBRONKART

Jacques Debronkart a su en quelques années se faire une place enviable dans le monde de la chanson, place qu'il ne doit qu'à lui-même, qu'il précise et affermit encore avec chaque nouveau disque.

Ayant « quelque chose à dire », laissant délibérément de côté la facilité, recherchant peut-être même la difficulté, il marque du sceau de son originalité tout ce qu'il signe.

Ce printemps a vu éclore chez C.B.S. son nouveau 33 tours (CBS 65897) ; il ne dépare pas du tout ceux qui ont précédé.

Titres : Je vis ! - Ecoutez, vous n'écoutez pas - La chanteuse - J'achète - Mon cher député - Regarde - Nanterre - Au bordel - Mieux qu'à Béziers - Ils disent que ça sent mauvais autour de mon usine.

Dix chansons nouvelles, dans lesquelles Debronkart distille tour à tour sa tendresse, son humour, sa lucidité, sa révolte. Au total 35 minutes de bonne chanson.

Jacques Debronkart avait fait avec « Adélaïde » une entrée fracassante dans le monde de la chanson, s'il est difficile de soutenir constamment une telle qualité, il a su tenir la gageure en nous donnant beaucoup d'autres belles pièces.

S'il est probable que les

ondes ne lui feront pas bonne mesure, il lui restera la satisfaction de s'être exprimé librement, naturellement, aidé en cela par des dons qui sont sa chance : sa plume use d'une belle encre prompte à dégager l'image, sa riche culture musicale véhicule agréablement son verbe, sa générosité en scène fait de lui un orateur de grande classe, sa voix est belle, souple et puissante, ce qui, par ces temps mesquins, n'est pas une mince qualité ; je ne suis méchant avec personne, ouvrez seulement votre trompe d'Eustache.

Pour parfaire ce délicieux ensemble que C.B.S. nous propose, les arrangements musicaux et la direction de l'orchestre ont été confiés à l'excellent François Rauber et la réalisation artistique à François Deguelt et Jean-Pierre Mottier, deux amants passionnés de la chanson de bon aloi.

Il est sans doute plus facile à un critique de trouver Debronkart « tonitruant », que de comprendre et apprécier sa fougue chaleureuse, ses belles envolées, sa santé d'interprète. Certes heurter les imbéciles est le tribut de l'artiste qui lutte, qu'importe Jacques, appuie, les cryptocagots (marquis ou barons) ne t'empêcheront pas de clamer tes vérités pour notre grand plaisir et tant mieux si elles les blessent.

J.-F. STAS

LA RUE

N° 17
est parue

REVUE CULTURELLE ET LITTERAIRE
D'EXPRESSION ANARCHISTE

éditée par le Groupe Libertaire Louise-Michel

Numéro spécial **LE SEXE**

Un numéro spécial de M. Joyeux
Le spectacle érotique de Jean Rollin
Obscénité et littérature en R.F.A. de Simone Rollin
Les trois âges de Jean Barrué

La philosophie et la Sexualité de J. R.
Ton corps est à toi, le sais-tu ? de F. Travelet
Le couple et ses problèmes de M. Niel
Erotisme, pornographie et anarchie de P. Chauvet
Le Ghetto de R. Bosdeveix
Les jeunes et le sexe de M. Bonin
De l'éveil sexuel au mariage de F. Agry
La sexualité et les couches sociales de F. Melgar

Tous les numéros de « LA RUE » sont en vente à la Librairie Publico.
Abonnement : 4 numéros, 28 F - Abonnement de soutien et « étranger » :
4 numéros : 40 F.
Prix : 8 F l'exemplaire. Tous renseignements utiles à la Librairie Publico.

LIVRES DU MOIS

PAR
MAURICE
JOYEUX

simple militant

par Maurice Jaquier
Denoël Editeur

Un militant raconte ses souvenirs ! C'est une bouffée d'air frais qui vous saute au visage. Maurice Jaquier est venu au mouvement ouvrier et au socialisme révolutionnaire en 1934 et aujourd'hui, dans une retraite qu'il a bien gagnée, il raconte. Tout y passe, le 6 février, le Front populaire, la guerre d'Espagne, la drôle de guerre, la résistance, les années d'après-guerre. C'est le chant de nos espoirs et de nos déceptions écrit par un homme qui a vécu debout. Et lorsque nous le suivons au fil des pages, nous avons l'impression de parcourir le même chemin que lui sur une voie parallèle qui, parfois, se croisera. Pas toujours, car j'ai moi le sentiment de ne l'avoir jamais rencontré même s'il me semble l'avoir toujours connu. Ainsi, lorsqu'il arrivera à Montluc en 1943, j'en serai parti depuis longtemps et lorsque j'arriverai à Vancia il n'y sera déjà plus.

Maurice Jaquier appartient à cette gauche du parti socialiste qui, pendant quarante ans, tentera soit de redresser le vieux parti vermoulu, soit de créer un nouveau parti socialiste révolutionnaire. Des militants de cette formation, les hommes de mon âge en ont tous approché. Leur histoire dans le courant de l'évolution historique fut la nôtre et cela suffirait à nous passionner mais dans ce livre, il y a bien autre chose.

Maurice Jaquier est un autodidacte et tout ce qu'il sait, il l'a appris à l'école de la rude vie militante. Son livre est le reflet de son personnage, c'est un livre d'action dont l'écriture est rapide, l'exposé clair et qui baigne à la fois dans la colère et dans une sensibilité de chat écorché. Ses rapports avec le parti, avec les communistes, avec les syndicalistes sont décrits avec force et l'on voit se dessiner au fil des pages des silhouettes types. Parmi les grands moments de ce livre, il y a la guerre d'Espagne, l'exode au moment de l'arrivée des Allemands, les évactions qui resteront des monuments classiques de la littérature ouvrière et on peut regretter en lisant que trop peu de militants ouvriers aient songé à consigner leurs souvenirs car ce sont les ouvrages de ce genre qui témoignent contre les falsifications que les intellectuels aux ordres des partis politiques font subir à l'histoire pour sauver la réputation des idoles.

Mais j'espère que l'auteur ne m'en voudra pas si à propos de ce livre je réfléchis tout haut à la destinée de ces militants socialistes d'extrême-gauche qui furent nos frères de combat et qui, après avoir maintes fois essayé de transformer des partis à vocation parlementaire, n'ont pas compris qu'en dehors des partis, c'était le centralisme marxiste qui était à la base de toutes les déviations.

Mais Maurice Jaquier nous prévient qu'il n'est pas un théoricien. Peut-être. Mais lorsqu'il se défend de faire de la littérature, ne le croyez pas. Ce livre magnifiquement écrit dans sa concision m'a fait penser à Jules Vallès.

« Simple militant » est un grand livre, qui fait honneur aux travailleurs. Un livre que j'ai aimé et que vous aimerez, j'en suis sûr.

les rejetés

(L'affaire Marty-Tillon)
par Yves Le Braz
La Table Ronde Editeur

Les livres se suivent et ne se ressemblent pas, et je dois dire que le livre d'Yves Le Braz m'a irrité. Pourquoi ? D'abord parce que l'auteur qui fut dix ans communiste se dissimule sous un

pseudonyme, pour des raisons que ne me paraissent pas convaincantes, parce que ce livre n'apporte rien que nous ne connaissions déjà, et peut-être parce que j'en ai marre de tous ces cocos repentis qui, la gueule enfarinée, viennent nous révéler des vérités que nous connaissons depuis quarante ans, que nous ne cessons de leur crier, ce qui nous a valu de leur part un flot d'injures agrémenté du sourire supérieur des imbéciles. Des Yves Le Braz, il y en a plein le parti et comme les fanatiques du Moyen Age, ils sont prêts à vous griller avec l'espérance de monter au paradis ou Marx les attend.

C'est trop facile de s'en tirer comme Tillon le fit dans son livre en se frappant le cœur et en pleurnichant, c'est ma faute, c'est ma faute, c'est ma très grande faute. Les types qui sont crevés de ces conneries, ça ne les fera pas revenir. Il paraît qu'on ne les comprend pas, ces communistes rénegats, qu'on est sectaire ! En vérité, c'est tout juste si ils ne nous accuseraient pas de ne pas avoir été comme eux des staliniens, avant de découvrir une vérité que tous les hommes de bonne foi connaissaient depuis longtemps. Mais ce qu'il y a encore de plus exaspérant dans leur cas, c'est que leur conduite passée, leurs erreurs passées ne les empêchent pas, au nom d'un marxisme bien compris, de nous donner des leçons à nous qui ne le sommes pas. On aura tout vu.

En réalité, ces gens-là sont comme les rati-chons détroqués, même sortis du temple, ils puent encore le cogot.

De toute manière, je veux dire à l'auteur que par exemple son interprétation de l'aventure Célor, Doriot, Barbé est bien discutable et a des ramifications moins simples que celles que lui ont appris ceux qu'il condamne aujourd'hui. Et c'est encore un des traits de ces staliniens repentis. L'histoire commence à leurs emmerdements, ce qui s'est passé avant n'est pas vrai.

J'étais irrité, c'est vrai, de toutes ces « confessions » et je viens de faire couler ma bile. Je veux ajouter, pour être juste, que pour quiconque ne connaît rien des méthodes du parti communiste, ce livre peut être une introduction à des ouvrages plus documentés.

la croisade des enfants

de Bernard Thomas
Fayard Editeur

Ah ! le joli livre ! - Un roman, bien sûr ! Mais un roman qui reprend un thème popularisé par la chronique médiévale. Le lecteur doit pour en apprécier la sève se replonger dans ce monde très particulier qui fut celui des premiers siècles où le petit peuple mettait tout ses espoirs dans la venue du Messie ! L'anecdote sur laquelle est bâti le livre est authentique. Trente mille enfants à la recherche d'une société meilleure quittent leur village et se mettent en route vers Jérusalem, la terre promise où ils croient retrouver l'âge d'or. Hélas, ces enfants obstinés, conduits par les fantômes des adultes, vont tourner en rond dans une Europe où les principes religieux se heurtent. Un roman d'amour éclaire cette recherche de l'absolu qui finira mal.

Les personnages de Bernard Thomas appartiennent aux classes pauvres de ce Moyen Age. Ils fondent leurs espoirs sur la foi. Roman mythique, certainement, mais la société, les hommes et leurs principes nés de ce milieu barbare se reflètent dans ce monde juvénile où renaissent des conflits, qui sont éternels. Cette marche des enfants finira mal. Il s'agit d'un conte médiéval et l'auteur s'est évertué à recréer un monde disparu, cependant au fil des pages et à

travers la trame moyenâgeuse nous voyons naître des situations qui pourraient être actuelles.

Oui, un bien joli livre, qui fait rêver. Un livre de la continuité où l'innocence se heurte aux difficultés de la vie. Un livre de poète, mais qui donc a dit que le poète et le théoricien étaient complémentaires et que le premier arrosait d'une buée salutaire les racines que le second enfonce dans la réalité quotidienne ?

péguy et le socialisme

d'Alexandre Marc
Presses Europe

Je dois avouer que je n'avais pas lu grand-chose de Péguy à part quelques articles de deuxième main extraits des « Cahiers ». De toute façon je ne me sentais pas attiré par ce socialiste devenu croyant et patriote et qui servira de caution à la vieille droite réactionnaire de ce pays, et c'est sans grande conviction que j'ai feuilleté les pages de ce livre.

En réalité et malgré les efforts de l'auteur je ne me suis pas laissé convaincre du caractère libertaire du socialisme de Péguy, pas plus d'ailleurs que par la justification « fédéraliste » de son patriotisme. Mais dans le livre d'Alexandre Marc il n'y a pas que Péguy, personnage discutable, il y a le socialisme, un socialisme effectivement libertaire que l'auteur analyse en le confrontant avec le parlementarisme, la politique, le milieu créé par le système économique que nous subissons.

L'ouvrage est construit à partir d'études qui paraissent séparément et que l'auteur a rassemblées pour constituer ce volume, ce qui donne aux chapitres de la densité.

Il s'agit d'un livre important en ce sens que l'auteur discute avec le lecteur, à travers Péguy, de la place du marxisme et de l'anarchie dans l'évolution de la pensée et à chaque page il nous pose des questions sur lesquelles nous devons réfléchir même si nous donnons des réponses différentes de celles que nous suggère Alexandre Marc à travers les phrases tirées de l'œuvre de Péguy et mêlées au texte.

J'ai déjà dit tout le bien que je pense de cette collection à mon avis pas assez répandue, qui porte le beau titre de « Réalités du présent ». Ce nouveau livre d'Alexandre Marc contribuera à l'enrichir.

collections

populaires

Le Journal à rebours de Colette (L.P.). Un livre de Colette qui relate la panique des Français sur les routes en 1940, la vie difficile, le ravitaillement, un sujet ou la verve de l'écrivain peut s'étaler.

Oviri. Ecrit d'un sauvage de Paul Gauguin, (L.P.). Présenté par Daniel Guérin voici un certain nombre de textes de Paul Gauguin. C'est la découverte pour beaucoup d'entre nous d'un Gauguin littérateur et révolutionnaire. La plupart de ces textes ont trait à son art mais ce sont également un long cri de misère et de révolte.

Les Ragazzi par Pier Paolo Pasolini (L.P.). C'est le livre de l'enfance misérable, de Rome, des quartiers populaires, qui fit scandale à sa parution. Depuis l'auteur s'est fait connaître en France par son film, l'Évangile suivant saint-Matthieu.

Chambre obscure par Nabokov (L.P.). L'intérêt de ce livre vient de ce que l'auteur est un Russe de l'émigration vivant en Amérique, ce qui permet une comparaison avec la littérature russe actuelle et surtout ce que nous en laisse lire.

Le Rachdingue d'Henri-François Rey (L.P.). L'auteur nous ramène dans ce village de la côte catalane où se déroule la majeure partie de son œuvre. Dans un style qui n'est pas sans rappeler le néo-naturalisme américain des années vingt, il nous trace le portrait haut coloré de quelques déracinés qui ne semblent pas avoir autre chose à faire dans la vie que de s'ennuyer. Livre sans importance mais agréable à parcourir.

la liberté ?

Soljenitsyne, connais pas, du moins pas personnellement et c'est ce qui me permet d'en parler avec d'autant plus d'aisance. Ce qui est grave, encore a-t-il comme chance de ne pas être un pékin méconnu, c'est l'exil qu'on lui offre, bafouant ainsi toute liberté d'expression. Il est vrai qu'en régime socialiste, même signataire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, comme quoi on voit ce que valent les déclarations, tout opposant au système en place ne peut être qu'un petit bourgeois ou, pire, un vendu au capitalisme. Evidemment, sur de telles bases, il ne semble guère possible de poursuivre objectivement une discussion, même contradictoire. Il n'y a donc pas que le cheval qui porte des œillères, toutes les croyances qui ne sont pas les plus belles conquêtes de l'homme possèdent les mêmes défauts. Il faut accepter la thèse ou alors les hommes de parti nous refoulent dans l'antithèse, banni et répudié du chemin de la vérité révélée.

L'U.R.S.S., paraît-il, se serait déstalinisée. Pourtant, si les hommes ont changé, encore que cela ne soit pas si sûr, les méthodes restent. Toute opposition est réprimée dans l'œuf. D'ailleurs, pourquoi existerait-il une opposition puisque c'est les représentants légitimes de la classe ouvrière qui sont au pouvoir ? C.Q.F.D. Le syllogisme est parfait, encore doit-on admettre l'exactitude des prémisses. Entre les tenants d'un pouvoir, fût-il dénommé prolétarien pour la forme, et le peuple qui en est dépossédé, il existe une frontière importante qui explique pas mal de passivité et, à l'occasion, des émeutes comme celles de Hongrie, de Tchécoslovaquie ou de Pologne. Alors, que quelques intellectuels puissent encore faire entendre leurs voix en dehors d'hôpitaux psychiatriques, ce qui est grave et, lorsqu'ils deviennent diplomatiquement et intérioritément trop gênants, l'exil est encore une façon d'imposer le silence.

En réalité, rien ne distingue de telles méthodes antidémocratiques de celles utilisées en permanence dans les pays à régime notoirement fasciste, tel en Ibérie, en Grèce et dernièrement au Chili. La liberté, ça n'existe pas, seule l'ordre règne et quel ordre ! Celui de se taire ou bien de bêler avec les plus forts. Les libertés démocratiques que prônent la social-démocratie ou la droite libérale c'est d'être autorisé en fait de contester ce qui n'a pas grande importance sans toucher à l'essentiel, c'est-à-dire aux fondements et aux mœurs qui régissent le système. Oyez, brave peuple ! La bascule démocratique peut pencher soit à gauche, soit à droite, l'important reste de préserver l'Etat et la raison d'être de la balance.

Partout et en tout lieu, les libertés sont réduites au strict minimum et c'est normal. L'Etat n'est pas et ne sera jamais un instrument de liberté mais son opposé. Bien sûr, on flatte l'électorat en le présentant comme un agglomérat de personnes majeures, intelligentes et ouvertes aux réalités de notre monde moderne, bien sûr aussi lorsque le mécontentement gronde ces mêmes tenants du pouvoir mettent en garde le peuple contre les fauteurs de troubles, « triblions » ici, « houliggans » ailleurs, et mobilisent l'armée, la police régulière ou parallèle, ici le « S.A.C. », ailleurs des « milices ». Et chaque fois, au cours de l'histoire, en situation de crise nous retrouvons quelques généraux prenant le pouvoir au grand réconfort de la bourgeoisie et des classes moyennes. Un peu partout dans le monde, on retrouve des Cavaignac, des Franco ou des Pinochet gouvernant par le chantage des armes.

Les peuples se sont battus pour conquérir cette liberté que l'aristocratie leur refusait comme ils continuent à le faire lorsque le despotisme les étouffe. Pourtant, se battre pour une idée

aussi généreuse ne suffit pas si l'on ne prolonge pas ce combat à travers la définition d'une nouvelle organisation sociale excluant tout retour en arrière, c'est-à-dire la reconstitution de classes ou de castes dirigeantes. Et pour ce faire, il faut franchir une nouvelle barrière dans le raisonnement, celle qui nous sépare de l'égalité économique. La réussite d'une vraie transformation sociale, et sans doute l'échec de toutes les révolutions précédentes, reste largement conditionné par ces deux principes fondamentaux de liberté et d'égalité économique.

Ce qui se passe à l'Est devrait faire passablement réfléchir tous ceux qui fondent encore leurs espoirs sur la feu révolution d'Octobre. Certes, on peut juger un régime par ses réalisations, et c'est vrai qu'elles sont relativement nombreuses dans les pays de l'Est, quoique rien ne nous permette de supposer qu'un autre type de société n'aurait pas créé quelque chose de comparable, mais est-ce tout et est-ce que la liberté des peuples ainsi que leurs motivations profondes de l'existence se calibrent de façon satisfaisante avec une pige économique ? Le P.N.B., la croissance sont des notions fort discutables et, en tous les cas, très discutées. Non, pour nous le problème se situe à un niveau plus réel, celui de la satisfaction des aspirations légitimes d'émancipation des populations qui se traduisent par la liberté et une gestion directe de leurs propres conditions de vie.

Rien d'étonnant donc à ce que des régimes autoritaires qui, par peur de la liberté, mettent en place des structures institutionnelles de répression à partir d'une police politique toute puissante, salissant et intimidant les individus qui osent montrer leur nez, ce qui a tôt fait d'engendrer une ambiance d'autocensure et de délation généralisée. Comment croire à un socialisme qui construit des barreaux pour enfermer l'homme dans un destin préétabli, qu'il s'appelle Soljenitsyne ou Monsieur Tout-le-monde ? Par ces pratiques, le socialisme autoritaire dénature et hypothèque les chances d'un véritable socialisme. Il faut donc s'en démarquer très franchement et le combattre, car il est tout aussi méprisable dans ses méfaits que le capitalisme.

Puig Antich connais pas, et pourtant sa mort éclabousse l'Etat franquiste et vient s'ajouter à ses innombrables meurtres perpétrés par Franco et ses sbires. Ici comme ailleurs, la liberté, ça n'existe pas. L'homme est réduit à la condition d'objet dans une société où le pouvoir se trouve confisqué par des minorités agissantes : un dictateur, des technocrates ou des professionnels de la politique. D'une façon ou d'une autre, l'homme du peuple reste impuissant vis-à-vis de cette lourde et puissante machine d'Etat légitimant les inégalités, les privilèges en n'excluant pas, à l'occasion, corruptions et trafics financiers avec ses amis de la bourgeoisie affairiste. Les pratiques récentes des pétroliers dans la pénurie du monde occidental et, en 1971, l'important scandale de la firme espagnole Matesa précisent à eux seuls la dimension de l'autopourriture des Etats et d'un capitalisme corrompu.

A quoi bon regimber contre telle ou telle équipe au pouvoir, le problème n'est pas là car il se situe au niveau des institutions constituant le pouvoir et, lorsque celles-ci montrent d'évidents et de permanents signes de malhonnêteté, d'abus de confiance ou d'usurpation de pouvoir, lorsqu'elles conditionnent, fichent et oppriment les individus, l'homme est en droit de se révolter. C'est inscrit en lettres d'or dans la Constitution française mais, là encore, on sait bien que la raison d'Etat et les gouvernements n'ont que faire de déclaration semblable...

Quand cet Etat est fasciste, à l'image de « l'éternel » Espagne catholique, le fait bénin de manifester dans la rue signifie pour le travailleur de faire front à la garde civile et prendre le risque d'être fusillé à bout portant. « Toute concession à la démocratie est une prime à la révolution » affirme les acolytes de Franco. Et c'est à partir d'une théorie fasciste pareille que le Caudillo maintient un gouvernement de « mano dura » s'ingéniant à augmenter les forces de répression, à généraliser l'emploi de la torture et à remettre en vigueur une vieille loi scélérate assimilant les délits d'opinion à une rébellion militaire ce qui entraîne ipso facto le prévenu à passer devant le conseil de guerre dont la renommée n'est pas de favoriser la clémence, bien entendu.

Le peuple espagnol se trouve coincé, pris à travers un engrenage infernal. La contrainte politique et sociale engendre la révolte et celle-ci appelle des mesures répressives. Cercle vicieux dont le peuple ne pourra un jour sortir victorieux qu'en payant le prix d'une nouvelle révolution. D'ailleurs, pourrait-il en être autrement pour se libérer d'un joug militaire aussi draconien ? Souhaitons que ce peuple continuera à maintenir son attachement indéfectible à ses organisations traditionnelles de lutte dont la C.N.T. et la F.A.I. restent encore les plus représentatives tant au niveau des aspirations générales que des projets constructifs de changement de l'ordre social.

Dans un monde où coexistent de multiples formes de gouvernement, tous sans exceptions prétendent défendre la liberté et pourtant tous la refusent à leurs peuples. Bien sûr, la liberté ce n'est pas tout, mais être libre, c'est déjà permettre à l'homme d'assumer, donc de choisir son destin. Or, ni les uns ni les autres ne veulent se risquer à tenter une telle expérience, ayant peur probablement d'engager un processus irréversible allant à l'encontre de leur statut de détenteur privilégié du pouvoir.

Qu'advierait-il si l'on informait l'homme de la façon la plus objective possible, si on l'habitua à raisonner rationnellement ? Pourquoi en matière d'éducation ne favorise-t-on pas une pédagogie active, ouverte à l'intelligence et à l'esprit critique des enseignés, pourquoi en tout lieu et dans tous les domaines développe-t-on la compétition et la rivalité ? Pourquoi la presse nous ment et ne distille qu'un certain nombre d'informations ? Pourquoi réprime-t-on des grévistes occupant leurs lieux de travail ; pourquoi exerce-t-on du chantage ou des pressions diverses contre des milliers de Soljenitsyne qui ont quelque chose à crier, pourquoi emprisonne-t-on, fusille-t-on ou assassine-t-on des militants qu'ils s'appellent Ben Barka ou Puig Antich ? Pourquoi ? Pourquoi ?

C'est par la liberté que devrait être jugé le degré auquel est parvenue une civilisation. Soyez persuadés qu'avec une telle pige, tout homme de réflexion serait effaré par le peu d'évolution dans le monde de gouvernement des peuples. L'asservissement reste la règle commune et constante et l'homme du peuple un éternel subalterne, un mineur perpétuel doublé des caractéristiques du cheval de trait. Seule une remise en cause fondamentale du cadre de vie devrait permettre à l'homme de détruire les rapports de domination qui subsistent quels que soient les régimes politiques existants et l'obligerait à promouvoir une organisation socio-économique nouvelle de la société, une organisation auto-gestionnaire, libertaire et égalitaire.

Roland Bosdeveix